



ACCESSIONS À L'OMC

RAPPORT ANNUEL 2020 DU DIRECTEUR GÉNÉRAL*

Révision

Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

* En l'absence de Directeur général depuis septembre 2020, le présent rapport annuel est présenté par le Directeur général adjoint en charge des accessions. Sauf indication contraire, il tient compte des faits nouveaux relatifs aux accessions intervenus entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2020.

TABLE DES MATIÈRES

I. APERÇU GÉNÉRAL DE 2020 ET PERSPECTIVES POUR 2021.....	3
II. FAITS NOUVEAUX INTERVENUS EN 2020.....	6
1. GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION: VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS.....	6
2. NOUVEL OBSERVATEUR	6
3. PRÉSIDENTS DES GROUPES DE TRAVAIL	6
4. TRANSPARENCE DU PROCESSUS D'ACCESSION	7
5. ASSISTANCE TECHNIQUE ET SENSIBILISATION	8
III. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DANS LES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION	12
IV. ACCESSIONS DES PAYS LES MOINS AVANCÉS.....	16
V. INITIATIVE "LE COMMERCE AU SERVICE DE LA PAIX PAR L'ACCESSION À L'OMC"	17
VI. ACCESSIONS À L'OMC ET INTÉGRATION COMMERCIALE RÉGIONALE.....	18
1. INTRODUCTION	18
2. PARTICIPATION DES GOUVERNEMENTS ACCÉDANTS À DES ACR	19
3. POURSUITE EN PARALLÈLE DE L'ACCESSION À L'OMC ET DE L'INTÉGRATION COMMERCIALE RÉGIONALE: PROCESSUS ET QUESTIONS DE FOND	22
4. CONCLUSION: POURSUITE DES PROCESSUS DE NÉGOCIATION EN PARALLÈLE	25
VII. APRÈS ACCESSION	26
VIII. RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX DES MEMBRES RELEVANT DE L'ARTICLE XII	27
ANNEXE 1 – INDICATEURS DES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LA DIVISION DES ACCESSIONS (2018-2020)	33
ANNEXE 2 – ACCESSIONS NÉGOCIÉES AU TITRE DE L'ARTICLE XII	34
ANNEXE 3 – PRÉSIDENTS DES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION À L'OMC	36
ANNEXE 4 – APERÇU DES ACR PAR MEMBRES RELEVANT DE L'ARTICLE XII.....	37
ANNEXE 5 – DURÉE DES ACCESSIONS MENÉES À TERME.....	39
ANNEXE 6 – PROFIL ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL DES GOUVERNEMENTS ACCÉDANTS ET DES MEMBRES RELEVANT DE L'ARTICLE XII.....	40
ANNEXE 7 – DONNÉES SUR LES RÉSULTATS COMMERCIAUX	43
ANNEXE 8 – GESTION DES ACCESSIONS	45

I. APERÇU GÉNÉRAL DE 2020 ET PERSPECTIVES POUR 2021

Aperçu général des activités menées en 2020

1. 2020 a été une année sans précédent dans l'histoire récente en raison de la pandémie de la COVID-19 et de ses conséquences, qui ont touché tous les aspects de nos vies partout dans le monde. Cette année a été difficile pour l'OMC, en particulier parce que la pandémie a perturbé les activités principales de l'Organisation, notamment au premier semestre, ainsi que le commerce international des Membres, à l'exception de la fourniture de produits essentiels nécessaires pour faire face à la crise sanitaire, le commerce de ces produits ayant considérablement augmenté. Les difficultés et les défis engendrés par la pandémie ont été particulièrement grands pour les gouvernements accédants en raison des incertitudes liées au fait d'évoluer en dehors du système commercial multilatéral. En fait, le désir et le besoin impérieux de faire partie de l'OMC n'ont jamais été aussi forts que pendant cette année de pandémie. Cela s'est reflété dans le niveau d'activité en matière d'accession en 2020, qui a été soutenu par rapport aux années précédentes, les activités d'assistance technique et de sensibilisation ayant fortement augmenté.

2. S'agissant des accessions, l'année a commencé avec l'établissement du nouveau Groupe de travail de l'accession de Curaçao, un pays constitutif du Royaume des Pays-Bas (Membre de l'OMC), à la suite de la demande d'accession du pays à titre individuel en tant que territoire douanier distinct, conformément à l'article XII de l'Accord de Marrakech. Il s'agissait de la 59^{ème} demande d'accession présentée par un État ou un territoire douanier distinct depuis la création de l'Organisation en 1995. En juillet, le Turkménistan a obtenu le statut d'observateur auprès de l'OMC, étant entendu qu'il demanderait son accession au plus tard dans un délai de cinq ans. Cela a porté le nombre total de gouvernements ayant obtenu ce statut dans l'intention d'accéder à l'OMC à 24, soit 5 de plus qu'en 2016, année au cours de laquelle l'Afghanistan et le Libéria sont devenus les Membres les plus récents de l'Organisation. La volonté sans faille de participer au système commercial multilatéral témoigne de l'attrait et de la pertinence des valeurs et des principes de ce système pour toutes les économies, indépendamment de leur taille ou de leur niveau de développement.

3. La pandémie de COVID-19 a sans aucun doute entravé ou retardé les travaux techniques menés par les gouvernements accédants, les Membres et le Secrétariat pour se préparer et participer aux réunions des groupes de travail et en assurer le suivi. Toutefois, grâce à la ferme volonté des gouvernements accédants de faire avancer leurs travaux, quatre groupes de travail se sont réunis, y compris en utilisant des plates-formes virtuelles pour permettre la participation des gouvernements accédants qui ne pouvaient pas se rendre à Genève. Un gouvernement accédant a dû annuler sa réunion déjà programmée en raison de la suspension de toutes les réunions de l'OMC en mars. Sur les quatre réunions des groupes de travail de l'accession tenues en 2020, trois concernaient l'accession de PMA (Éthiopie, Comores et Timor-Leste). Dans deux cas – pour les Groupes de travail de l'accession de l'Éthiopie et de l'Ouzbékistan –, cela a aussi marqué la reprise formelle des processus d'accession après plusieurs années d'inactivité (8 ans et 15 ans, respectivement), ce qui témoigne de la volonté de ces pays d'utiliser les négociations en vue de l'accession à l'OMC pour faire avancer leurs réformes économiques intérieures, lesquelles ont des répercussions plus larges dans les régions où ils se trouvent.

4. Lorsque la pandémie a interrompu les missions planifiées, l'assistance technique et les activités de sensibilisation qui nécessitaient des voyages aériens, le Secrétariat s'est rapidement tourné vers un mode de fonctionnement virtuel et a tiré parti des possibilités offertes par ce format. Outre les réunions formelles des groupes de travail de l'accession qui ont eu lieu via Interprefy, la Division des accessions a organisé des réunions techniques et des séances d'information en ligne avec les gouvernements accédants, les présidents des groupes de travail et les partenaires soutenant ces accessions. Elle a également mené un certain nombre d'activités d'assistance technique, de formation et de sensibilisation pour répondre aux besoins exprimés par les gouvernements accédants, en utilisant diverses plates-formes virtuelles telles que Microsoft Teams, Zoom et WebEx. En fait, le nombre d'activités menées par la Division et le nombre de participants qui ont suivi ces activités ou qui ont été formés en 2020 ont largement dépassé les nombres des années précédentes.

5. L'un des nouveaux programmes de sensibilisation élaborés en 2020 prévoyait deux activités d'une semaine, qui ont consisté en une série de webinaires associant des conférences, des séances de formation et des tables rondes. La première "Semaine sur les accessions" a eu lieu du 29 juin au 3 juillet et la première "Semaine du commerce au service de la paix" s'est tenue du 30 novembre

au 4 décembre. Ces événements virtuels ont réuni un grand nombre de personnes ressources et de spécialistes venus du monde entier et ont touché un plus grand nombre de participants que les activités en présentiel traditionnelles, avec un bon rapport coût-efficacité. Si tout l'intérêt et tous les avantages d'une interaction en présentiel ne peuvent pas être remplacés ou reproduits, la Semaine sur les accessions a permis au Secrétariat de maintenir le dialogue avec les gouvernements accédants et les Membres, les experts et les partenaires, en dehors de Genève et dans le monde entier. La Semaine du commerce au service de la paix a constitué une plate-forme de réseautage efficace pour élargir le partenariat de l'OMC avec les défenseurs de la paix et la communauté humanitaire en vue d'aider les pays fragiles et touchés par des conflits qui sont en cours d'accession.

6. L'importance de la collaboration et de la coopération avec les partenaires n'a jamais été aussi forte qu'en 2020. Le Secrétariat a déployé des efforts concertés pour renforcer et élargir l'initiative "Le commerce au service de la paix par l'accession à l'OMC" afin d'aider les pays fragiles et touchés par des conflits à accéder à l'Organisation, ainsi que ceux qui y ont accédé récemment. En 2020, neuf gouvernements accédants ont été identifiés comme étant fragiles et touchés par des conflits d'après la classification de la Banque mondiale¹, tandis que des conflits sont apparus ou réapparus dans d'autres pays. Les pays les plus touchés par la pandémie ont été ceux qui souffraient déjà de plusieurs années de conflit, de crises politiques, de sécheresses et d'autres catastrophes naturelles, des problèmes encore aggravés par la baisse du prix du pétrole et d'autres produits de base. Néanmoins, certains PMA accédants fragiles et touchés par des conflits ont fait preuve d'une résilience remarquable pour rester engagés dans le processus d'accession. Le Groupe de travail de l'accession de l'Union des Comores a repris ses travaux en vue de finaliser le processus dès que possible. Le Groupe de travail de l'accession du Timor-Leste est entré en activité et a tenu sa première réunion près de quatre ans après son établissement, malgré les diverses difficultés rencontrées dans le pays. En outre, la Somalie a présenté son aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, le document de base nécessaire pour engager le dialogue avec les Membres en vue de son accession. Par ailleurs, le Secrétariat a continué d'apporter son soutien au Groupe g7+ des accessions à l'OMC, qui a été coordonné par l'Afghanistan.

7. L'année 2020 a marqué le 25^{ème} anniversaire de l'OMC. Le Secrétariat a utilisé la Table ronde de la Chine sur les accessions à l'OMC pour examiner les contributions apportées par les accessions au système commercial multilatéral depuis 1995. Cet événement a aussi permis d'échanger des idées sur une future universalisation de la composition de l'OMC, y compris au moyen d'éventuelles améliorations du processus d'accession. L'année a également marqué un anniversaire important pour cinq Membres relevant de l'article XII² (Albanie, Croatie, Géorgie, Jordanie et Oman) qui ont accédé à l'OMC en 2000, année qui reste à ce jour celle au cours de laquelle l'Organisation a accueilli le plus de nouveaux Membres. Les autres anniversaires importants incluent le 5^{ème} anniversaire de l'accession du Kazakhstan et des Seychelles et le 15^{ème} anniversaire de l'accession du Royaume d'Arabie saoudite. Ces dernières années, les dates anniversaires des accessions sont devenues une occasion importante de réfléchir aux avantages et à l'intérêt de la participation de l'Organisation.

8. Enfin, le Rapport annuel 2020 est principalement axé sur les complémentarités et les synergies dans les négociations en vue de l'accession à l'OMC et de la conclusion d'accords commerciaux régionaux. Presque tous les gouvernements accédants participent aux initiatives d'intégration régionale parallèlement aux efforts qu'ils déploient pour accéder à l'Organisation. Le temps fort de l'année a été la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), dont tous les pays africains candidats à l'accession à l'OMC sont signataires. La section thématique du Rapport s'appuie sur les discussions fructueuses qui ont eu lieu à ce sujet au cours des Dialogues régionaux de 2020 sur les accessions à l'OMC pour l'Afrique et la région arabe, ainsi que lors d'autres réunions sur l'Asie centrale et l'Eurasie. Elle vise à étudier les principales possibilités et difficultés qui peuvent se présenter dans le cadre d'une poursuite simultanée des efforts d'intégration régionale et mondiale et à fournir une liste de questions à examiner par les négociateurs chargés du commerce pour maximiser les avantages de la participation à plusieurs arrangements commerciaux.

¹ D'après la liste de 2021 des situations de fragilité, de conflit et de violence (FCV), il s'agit des situations et pays suivants: conflit de forte intensité (Libye, République arabe syrienne, Somalie), conflit de moyen intensité (Iraq, Soudan du Sud) et grande fragilité institutionnelle et sociale (Comores, Liban, Soudan et Timor-Leste). D'autres pays figuraient auparavant sur cette liste, à savoir les suivants: Bosnie-Herzégovine, Ouzbékistan et Sao Tomé-et-Principe.

² Ces pays ont accédé à l'OMC après la création de cette dernière le 1^{er} janvier 1995.

Perspectives pour 2021

9. Pour ce qui est de l'avenir, la pandémie de COVID-19 continuera probablement d'affecter tous les aspects des activités de l'OMC, y compris les accessions. Outre les facteurs habituels qui influent sur le rythme de ces dernières, l'évolution de la dynamique géopolitique continue d'avoir une incidence sur certaines accessions. Deux des trois accessions identifiées comme étant des priorités stratégiques pour l'année précédente restent des priorités stratégiques pour 2021. Il s'agit de celles des Comores, un PMA, et de la Bosnie-Herzégovine pour laquelle les travaux techniques en sont à un stade avancé. Avec le soutien des Membres, la finalisation des négociations en vue de ces accessions d'ici à la douzième Conférence ministérielle de l'OMC peut contribuer à la réalisation du double objectif de paix et de prospérité pour les deux pays, ainsi que de l'objectif d'élargissement du champ d'application des règles de l'Organisation à l'ensemble du commerce mondial. Les travaux relatifs à l'accession de l'Éthiopie, du Timor-Leste et de l'Ouzbékistan devraient se poursuivre et s'accélérer, tandis que les processus des Groupes de travail de l'accession de l'Azerbaïdjan, de l'Iraq et du Soudan devraient reprendre, les travaux techniques ayant progressé.

10. Sur la base des progrès accomplis au cours des années précédentes, les accessions des PMA resteront une priorité en 2021. L'année devrait susciter un regain d'intérêt pour ces accessions car elle marquera le 20^{ème} anniversaire de la Conférence ministérielle de Doha, à laquelle les Membres se sont donné pour mandat d'accorder la priorité aux PMA, et le début du processus préparatoire de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les PMA (PMA-V), qui a été reportée de mars 2021 à janvier 2022 en raison de la pandémie. Outre les processus d'accession mentionnés dans le paragraphe précédent, ceux de la Somalie et du Soudan du Sud devraient être lancés en 2021. De plus, la perspective de sortir de la catégorie des PMA pourrait renforcer la nécessité impérieuse, pour certains de ces pays, de faire avancer les négociations en vue de leur accession.

11. Le Secrétariat prévoit d'élargir et d'améliorer sa capacité d'organiser des activités d'assistance technique, de formation et de sensibilisation au moyen de plates-formes virtuelles pour compléter les activités en présentiel, même lorsque les restrictions en matière de voyages et autres restrictions liées à la pandémie de COVID-19 seront levées. Le partenariat et la collaboration resteront un pilier essentiel des activités de sensibilisation relatives à l'accession. En outre, des mesures spécifiques seront mises en œuvre pour faire évoluer l'initiative "Le commerce au service de la paix" vers une forme de coopération plus structurée, sur la base des recommandations formulées lors de l'édition 2020 de la Semaine du commerce au service de la paix.

12. La transparence du processus d'accession à l'OMC restera un pilier essentiel des travaux du Secrétariat, de même que le partage des connaissances relatives à l'accession en mettant à disposition des plates-formes, des outils et un accès pour les gouvernements accédants et la communauté des accessions en général. Un nouveau portail convivial dédié aux accessions sera lancé au premier trimestre de 2021, ce qui constituera la première étape du processus de modernisation et de numérisation des renseignements relatifs à l'accession. Il est également prévu d'utiliser davantage de contenus audio et vidéo, y compris pour les réseaux sociaux. En outre, la publication de deux livres sur l'accession par Cambridge University Press d'ici à la fin de 2021 devrait renforcer les connaissances sur divers aspects des accessions à l'OMC.

13. Malgré les énormes contributions qu'elles ont apportées au renforcement du système commercial multilatéral au cours du dernier quart du siècle, les accessions à l'OMC restent un chantier inachevé au regard de l'objectif d'universalité. En tant que gardien du système, le Secrétariat reste pleinement déterminé à promouvoir cet objectif en facilitant les processus d'accession au bénéfice des gouvernements accédants et des Membres. L'année 2021 peut faire fructifier ces longues années de dur labeur. Ces pays ont beaucoup investi dans le processus d'accession. Leurs efforts peuvent aboutir à l'inclusion, à la douzième Conférence ministérielle, de nouveaux pays parmi les Membres de l'OMC.

Alan Wm. Wolff

Directeur général adjoint

II. FAITS NOUVEAUX INTERVENUS EN 2020

1. GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION: VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS

14. Au début de l'année, 22 gouvernements étaient en voie d'accession à l'OMC. Avec l'établissement du Groupe de travail de l'accession de Curaçao par le Conseil général en mars 2020, ce nombre est passé à 23.

15. Au cours de l'année considérée, quatre réunions formelles de groupes de travail ont eu lieu. Celles-ci concernaient les accessions de l'Éthiopie (quatrième réunion), de l'Ouzbékistan (quatrième réunion), des Comores (cinquième réunion) et du Timor-Leste (première réunion).³

16. Les progrès accomplis par les groupes de travail de l'accession ont été consignés dans des documents, comme suit:

- l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur a été distribué pour le Groupe de travail de l'accession de la Somalie et cet aide-mémoire a été révisé pour le Groupe de travail de l'accession de l'Ouzbékistan;
- des projets de rapport du Groupe de travail ont été révisés par le Secrétariat pour les Groupes de travail de l'accession du Bélarus et des Comores.

Au total, 59 documents d'accession ont été publiés sous les cotes WT/ACC, WT/ACC/SPEC et JOB/ACC pour 6 groupes de travail (voir l'annexe 1).

2. NOUVEL OBSERVATEUR

17. En mai, le Turkménistan a présenté une demande de statut d'observateur dans laquelle il indiquait son intention d'engager des négociations en vue d'accéder à l'OMC dans un délai de cinq ans. À la réunion du Conseil général du 22 juillet 2020, les Membres sont convenus d'accorder au pays le statut d'observateur auprès de l'Organisation.

3. PRÉSIDENTS DES GROUPES DE TRAVAIL

18. En décembre, sur les 13 présidents des groupes de travail, 9 étaient en poste à Genève et 3 étaient des femmes. Dix postes de président de groupe de travail de l'accession étaient vacants, y compris pour des accessions qui en étaient aux premiers stades et pour lesquelles il n'existait encore aucune base de travail documentaire (voir l'annexe 3).

19. Pendant la période considérée, il y a eu cinq changements dans la liste des présidents des groupes de travail de l'accession:

- L'Ambassadeur Mikael Anzén (Suède) a été nommé Président du Groupe de travail de l'accession de la Somalie en octobre;
- les postes de Président des Groupes de travail de l'accession de l'Azerbaïdjan, des Bahamas, des Comores et du Soudan du Sud sont devenus vacants à la suite des démissions respectives de M. Walter Werner (Allemagne), de l'Ambassadeur Andrew Staines (Royaume-Uni), de l'Ambassadeur Luis Enrique Chávez Basagoitia (Pérou) et de l'Ambassadeur Mohammad Qurban Haqjo (Afghanistan) avant la fin de 2020.

20. En 2020, les Présidents des groupes de travail ont continué de faire preuve d'un engagement actif. Ils ont tenu des consultations avec les Membres et les gouvernements accédants sous différentes formes et selon des configurations diverses et ont participé à des activités de sensibilisation pour mieux faire comprendre les aspects techniques et politiques des accessions à l'OMC. Leur engagement actif a joué un rôle important pour faire avancer les processus d'accession,

³ Ces réunions ont eu lieu les 30 janvier, 7 juillet, 14 septembre et 1^{er} octobre, respectivement. En raison de la pandémie de COVID-19, les réunions des Groupes de travail de l'accession de l'Ouzbékistan, des Comores et du Timor-Leste se sont tenues dans un format hybride (en présentiel et simultanément sur la plate-forme Interprefy). En outre, la 13^{ème} réunion du Groupe de travail de l'accession du Bélarus, prévue pour le 24 mars, a dû être reportée par suite de la fermeture des locaux de l'OMC en raison de la pandémie de COVID-19.

y compris grâce à des visites dans les pays. En 2020, M. Katsuro Nagai (Japon), Président du Groupe de travail de l'accession du Soudan, s'est rendu à Khartoum les 26 et 27 janvier, tandis que d'autres visites prévues ont été annulées en raison de la pandémie de COVID-19.

4. TRANSPARENCE DU PROCESSUS D'ACCESSION

21. La transparence et la prévisibilité du processus d'accession restent des priorités essentielles pour le Secrétariat et pour les Membres. Plusieurs mesures relatives à la transparence ont continué d'être mises en œuvre en 2020.

i. Groupe informel des accessions (GIA)

22. Le GIA a tenu six réunions en 2020.⁴ Ses consultations ont porté sur les éléments suivants: i) rapports du Secrétariat sur l'état d'avancement des processus d'accession; ii) rapports du Secrétariat sur les activités d'assistance technique et de sensibilisation; iii) rapports de deux présidents de groupe de travail⁵; iv) planification des réunions et activités relatives à l'accession; et v) réponse aux préoccupations spécifiques soulevées par les Membres.

ii. Bulletin d'information sur les accessions à l'OMC

23. Pendant la période considérée, le Secrétariat a publié six numéros du Bulletin d'information sur les accessions à l'OMC. Ce bulletin garantit la transparence des questions relatives à l'accession, y compris en ce qui concerne les faits nouveaux intervenus récemment, le calendrier des activités et les questions présentant un intérêt pour la communauté des accessions. Il vise aussi à améliorer la communication avec les gouvernements accédants, les présidents, les Membres, les partenaires et l'ensemble des spécialistes de la politique commerciale. En 2020, le Bulletin d'information a été converti dans un format convivial basé sur le Web. À la fin de 2020, il y avait 1 600 abonnés au Bulletin d'information (à l'exclusion des abonnés du Secrétariat), soit 60% de plus qu'en 2019.

iii. Dialogue annuel avec les groupes régionaux à l'OMC

24. Le Secrétariat organise régulièrement un dialogue avec divers groupes régionaux à l'OMC afin de renforcer les canaux de communication avec les Membres et les gouvernements accédants. Ce dialogue est aussi un moyen d'échanger des renseignements propres à chaque région sur les accessions à l'OMC. En 2020, en raison de la pandémie de COVID-19, aucun dialogue n'a pu être organisé.

iv. Panoplie d'outils pour la transparence des accessions

• Portail d'information sur les accessions (AIP) de l'OMC

25. Le Portail d'information sur les accessions (<https://www.wto.org/accessions>) fait partie intégrante de l'initiative du Secrétariat visant à améliorer la transparence des négociations en vue de l'accession à l'OMC. Il donne accès à la documentation et aux données sur les processus d'accession à l'OMC, dont 36 sont achevés et 23 sont en cours. Il est régulièrement mis à jour sur la base de la documentation reçue des gouvernements accédants et produite par le Secrétariat en ce qui concerne les accessions en cours.⁶ Une nouvelle version plus conviviale de l'AIP a été élaborée en 2020 et sera lancée en 2021.

⁴ En 2020, le GIA s'est réuni le 6 février, le 14 mai, le 25 juin, le 28 juillet, le 29 septembre et le 18 décembre. Toutes les réunions, à l'exception de celle de février, ont eu lieu sous une forme virtuelle ou hybride.

⁵ À la réunion du GIA du 6 février, M Katsuro Nagai (Japon), Président du Groupe de travail de l'accession du Soudan, a fait rapport sur sa visite au Soudan des 26 et 27 janvier (ce rapport figure dans le document JOB/ACC/SDN/9). À la réunion du GIA du 29 septembre, l'Ambassadeur Omar Hilale (Maroc), Président du Groupe de travail de l'accession de l'Iraq, a fait rapport sur sa visite effectuée à Genève du 24 au 26 août (ce rapport figure dans le document JOB/ACC/IRQ/2).

⁶ Bien que l'AIP soit accessible au public, certaines parties du site Web, dont l'accès aux documents concernant les négociations en cours en vue de l'accession, restent protégées par un mot de passe et ne sont accessibles qu'aux Membres et aux gouvernements accédants.

- **Base de données sur les engagements pris dans le cadre des accessions (ACDB)**

26. La Base de données sur les engagements pris dans le cadre des accessions (<http://acdb.wto.org>) donne accès à l'ensemble de ces engagements et aux renseignements connexes figurant dans les rapports des groupes de travail de l'accession et dans les protocoles d'accession des 36 Membres relevant de l'article XII. L'ACDB est accessible au grand public dans les trois langues officielles de l'OMC.

- **Registre des accords bilatéraux sur l'accès aux marchés**

27. Le Registre des accords bilatéraux sur l'accès aux marchés contient des renseignements de base sur les accords bilatéraux signés dans le domaine de l'accès aux marchés pour les marchandises et les services qui ont été déposés auprès du Secrétariat. Il indique le type d'accord (marchandises, services ou les deux) et les dates de signature et de dépôt. La teneur des accords bilatéraux sur l'accès aux marchés reste confidentielle et réservée aux signataires et au Secrétariat, qui est le dépositaire de ces accords. Les Membres de l'OMC peuvent consulter les rapports générés par ce registre au moyen d'un accès protégé par mot de passe: https://www.wto.org/french/thewto_f/acc_f/xacc_f/register_f.htm.

5. ASSISTANCE TECHNIQUE ET SENSIBILISATION

i. Assistance technique

28. Le Secrétariat offre une assistance technique et une formation adaptées à l'évolution des besoins des gouvernements accédants à différents stades du processus d'accession. La participation effective de ces gouvernements aux négociations en vue de l'accession est l'un des quatre résultats clés identifiés dans les plans biennaux d'assistance technique et de formation.⁷ Ces plans accordent une attention prioritaire aux PMA, y compris aux PMA accédants. Traditionnellement, l'assistance technique et le renforcement des capacités liés à l'accession sont axés sur la formation des fonctionnaires gouvernementaux. Toutefois, ces activités visent aussi à la sensibilisation des parlementaires, du secteur privé, des milieux universitaires, de la société civile et des médias.

29. En 2020, 23 gouvernements accédants et le Turkménistan (observateur)⁸ ont été invités à participer à des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités organisées aux niveaux mondial, régional et national, ainsi qu'à des cours de formation en ligne. Cependant, de nombreuses activités ont été annulées, reportées ou converties en format virtuel en raison des restrictions liées à la COVID-19. Pendant la période considérée, la Division des accessions a participé à la mise en œuvre de 27 activités d'assistance technique, dont 21 ont eu lieu via des plates-formes virtuelles.⁹ Ces activités comprenaient, entre autres, les suivantes: i) missions techniques; ii) séances de formation et séminaires nationaux ciblés; et iii) participation à des conférences. Depuis la fermeture des locaux de l'OMC et l'introduction de restrictions en matière de voyages, les plates-formes virtuelles – Zoom et Google Drive – ont été largement utilisées pour la formation et se sont avérées être un moyen efficace de mener des activités d'assistance technique et de formation, avec un bon rapport coût-efficacité. Cela a été particulièrement vrai pour la première édition de la Semaine sur les accessions, qui s'est tenue du 29 juin au 3 juillet et qui a attiré plus de 850 participants.

30. En particulier, la Division des accessions, y compris en collaboration avec d'autres Divisions du Secrétariat et/ou d'autres institutions, a fourni une assistance technique et des conseils sur mesure à l'Azerbaïdjan, au Bélarus, à Curaçao, à l'Éthiopie, à l'Ouzbékistan, au Soudan, au Timor-Leste et au Turkménistan:

- i. à la demande du gouvernement de l'Azerbaïdjan, le Secrétariat a participé à la conférence finale dans le cadre d'un projet sur l'accession à l'OMC financé par l'UE, qui s'est tenue le 21 janvier à Bakou. Le Secrétariat i) a présenté un exposé sur les avantages de l'accession à l'OMC pour l'Azerbaïdjan, l'état d'avancement du processus d'accession et la voie à suivre et ii) a rencontré les fonctionnaires gouvernementaux concernés;

⁷ Le dernier plan en date, établi pour 2020-2021, figure dans le document WT/COMTD/W/248/Rev.1.

⁸ Le Turkménistan a obtenu le statut d'observateur auprès de l'OMC le 22 juillet.

⁹ Au total, environ 1 800 participants, y compris des participants issus de gouvernements non accédants, ont participé à ces activités.

- ii. à la demande du gouvernement du Bélarus, le Secrétariat a organisé deux séances de formation virtuelles sur: i) l'Accord SPS et l'Accord sur la facilitation des échanges et ii) les politiques de prix, qui ont eu lieu la semaine du 30 novembre et les 15 et 17 décembre, respectivement;
- iii. à la demande du gouvernement de Curaçao, le Secrétariat a participé à un webinaire dans le cadre de la Semaine nationale de sensibilisation à l'exportation, tenu le 19 mai. Il a également organisé, du 9 octobre au 27 novembre, six séances de formation en ligne¹⁰ sur les sujets suivants: i) vue d'ensemble du processus d'accession, ii) facilitation des échanges, iii) procédures de licences, iv) évaluation en douane, v) restrictions quantitatives et vi) droits de douane, redevances et impositions, et taxes intérieures;
- iv. à la demande du gouvernement de l'Éthiopie, le Secrétariat a organisé à Genève une table ronde avec d'anciens négociateurs en chef (le 31 janvier) et une séance de formation en ligne sur les droits de commercialisation (le 28 septembre). L'objectif principal de ces activités était d'aider l'Éthiopie à se familiariser avec les expériences des pays ayant achevé leur processus d'accession¹¹ et à élaborer les réponses aux questions posées par les Membres après la quatrième réunion du Groupe de travail;
- v. à la demande du gouvernement du Soudan, en marge de la visite du Président du Groupe de travail à Khartoum les 26 et 27 janvier, le Secrétariat a procédé à une évaluation technique des documents relatifs à l'accession, notamment le résumé factuel des points soulevés et le plan d'action législatif, et a identifié les domaines dans lesquels des renseignements actualisés étaient nécessaires pour reprendre le processus du Groupe de travail;
- vi. à la demande du gouvernement du Timor-Leste, 10 séances de formation en ligne¹² ont été organisées du 20 juillet au 5 novembre sur les thèmes suivants: i) agriculture, ii) offres concernant l'accès aux marchés pour les marchandises et les services (5 séances), iii) listes de questions et questionnaires concernant l'accession, iv) licences d'importation, v) subventions et commerce d'État et vi) accords commerciaux régionaux;
- vii. à la demande du gouvernement du Turkménistan, le Secrétariat a: i) participé, le 4 septembre, au séminaire de l'OSCE intitulé "WTO Membership as a Balance of Rights and Obligations: The Best Practices of the OSCE participating States" (L'accession à l'OMC comme équilibre des droits et obligations: les meilleures pratiques des États membres de l'OSCE) et ii) organisé, le 15 décembre, conjointement avec la Banque asiatique de développement (BAsD), un séminaire sur l'élaboration de l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur;
- viii. à la demande du gouvernement de l'Ouzbékistan, le Secrétariat a organisé à Genève, les 23 et 24 janvier, une formation spécialisée sur le commerce des services pour la délégation venue de Tachkent. L'objectif principal de cette formation était de permettre à la délégation d'améliorer sa connaissance de l'AGCS et d'aider l'Ouzbékistan à élaborer son offre révisée concernant l'accès aux marchés pour les services. Le Secrétariat a également organisé trois séances de formation en ligne sur i) les négociations bilatérales concernant l'accès aux marchés pour les marchandises et les services, y compris une table ronde avec d'anciens négociateurs chargés de l'accession (le 16 juillet), ii) le commerce d'état (le 24 juillet) et iii) les règles et notifications concernant les subventions (le 28 septembre). En outre, le Secrétariat, en collaboration avec l'ITC, a organisé du 30 novembre au 2 décembre 2020 un atelier virtuel sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

¹⁰ Le 9 octobre (vue d'ensemble du processus d'accession), le 16 octobre (facilitation des échanges), le 30 octobre (procédures de licences), le 6 novembre (évaluation en douane), le 20 novembre (restrictions quantitatives) et le 27 novembre (droits de douane, redevances et impositions, et taxes intérieures).

¹¹ Fédération de Russie (2012), Yémen (2014) et Kazakhstan (2015).

¹² Le 20 juillet (agriculture); le 23 juillet (offre concernant l'accès aux marchés pour les marchandises); les 30 juillet, 27 août, 1^{er} septembre et 9 septembre (offre concernant l'accès aux marchés pour les services); le 12 août (listes de questions et questionnaires concernant l'accession); le 7 septembre (licences d'importation); le 8 septembre (subventions et commerce d'État); et le 5 novembre (accords commerciaux régionaux).

31. En 2020, deux activités mondiales ont été organisées à l'OMC via la plate-forme Zoom: i) la Semaine sur les accessions et ii) la Formation virtuelle sur l'agriculture. Du 29 juin au 3 juillet, le Secrétariat a organisé la première Semaine sur les accessions à l'OMC¹³, dont le programme comprenait 10 webinaires de 90 minutes. Les thèmes de ces webinaires étaient les suivants: i) valeur présente et future de l'appartenance à l'OMC; ii) vue d'ensemble des accessions; iii) négociations bilatérales sur l'accès aux marchés pour les marchandises; iv) dialogues ciblés sur des régions/groupes spécifiques – Eurasie, région arabe et PMA; et v) tables rondes avec les principaux acteurs de l'accession – négociateurs en chef, présidents des groupes de travail, partenaires de développement et secteur privé (organisées conjointement avec l'ITC). Les webinaires ont mis en avant les principaux avantages des accessions à l'OMC, qui contribuent à accélérer les réformes économiques et les rôles essentiels joués par les présidents, les négociateurs en chef, le Secrétariat de l'OMC, les institutions régionales, les partenaires de développement et le secteur privé pour faire avancer le processus d'accession, remédier aux contraintes de capacité des PMA accédants et préparer l'après-accession. Au total, 857 participants, dont 121 représentants de gouvernements accédants, ont participé à cette activité en ligne d'une semaine en se connectant depuis différentes parties du monde.

32. Du 12 au 22 octobre, la Division des accessions et la Division de l'agriculture et des produits de base ont organisé conjointement, en collaboration avec l'ITC, un cours de formation de six jours sur l'agriculture à l'OMC à l'intention des gouvernements accédants. La formation comprenait cinq conférences et une séance de partage d'expériences avec d'anciens négociateurs chargés de l'accession et des négociateurs actuellement en poste.¹⁴ L'objectif du cours était de familiariser les participants avec les concepts et questions concernant l'agriculture examinés dans les négociations en vue de l'accession, ainsi qu'avec les différents documents sur l'agriculture relatifs à l'accession, et de mieux faire connaître les engagements concernant l'agriculture pris dans le cadre des accessions. Le cours a réuni 49 participants issus de 9 gouvernements accédants.

ii. Sensibilisation

33. Le Secrétariat a continué de soutenir des groupes informels liés aux accessions, y compris le Groupe informel de gouvernements accédants (GIGA) et le groupe g7+ des accessions à l'OMC. Il a également organisé des activités de sensibilisation à l'échelle régionale visant à mobiliser les efforts des gouvernements accédants en vue de l'accession à l'OMC, en collaboration avec les partenaires ayant un intérêt dans les accessions.

34. Le GIGA, qui regroupe tous les gouvernements accédants et le Turkménistan (lequel a rejoint le Groupe en 2020), a tenu cinq réunions.¹⁵ Ce groupe, créé en 2018, est actuellement coordonné par le Bélarus. En 2020, le Groupe a examiné, entre autres choses: i) les accessions et la pandémie de la COVID-19, ii) l'assistance technique spécifique à l'accession dans le contexte de la pandémie et iii) les accessions et les négociations en cours à l'OMC (subventions à la pêche et Initiatives conjointes).

35. Le Groupe g7+ des accessions à l'OMC, qui comprend neuf PMA fragiles et touchés par des conflits concernés par l'accession à l'OMC¹⁶, a tenu trois réunions en 2020.¹⁷ Ce groupe, lancé en 2017, était toujours coordonné par l'Afghanistan en 2020. Les questions examinées en 2020 concernaient: i) une déclaration ministérielle conjointe, ii) l'incidence de la COVID-19 sur les pays fragiles et touchés par des conflits et iii) la coordination du Groupe. En outre, le 4 décembre, le Groupe a participé à l'édition 2020 de la Semaine du commerce au service de la paix dans le cadre d'une séance spécifique intitulée "Le commerce en temps de Covid-19: Expériences des États fragiles et touchés par des conflits", organisée en collaboration avec le Secrétariat du g7+. Cette séance a porté sur l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les économies des États fragiles et touchés par des conflits, ainsi que sur les contre-mesures destinées à lutter contre la pandémie. Elle a permis d'examiner les mesures nécessaires pour renforcer la résilience, y compris la nécessité de limiter

¹³ https://www.wto.org/french/thewto_f/acc_f/accweek20_f.htm.

¹⁴ Du Bélarus et du Kazakhstan (2015), de la Fédération de Russie (2012) et du Tadjikistan (2013).

¹⁵ En 2020, le GIGA s'est réuni les 16 janvier, 30 avril, 9 juin, 21 septembre et 20 novembre, les quatre dernières réunions ayant eu lieu via des plates-formes virtuelles.

¹⁶ Trois Membres relevant de l'article XII (Afghanistan, Libéria et Yémen) et six gouvernements accédants (Comores, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Soudan, Soudan du Sud et Timor-Leste). Pour en savoir plus, voir: https://www.wto.org/french/news_f/news17_f/minis_10dec17_f.htm.

¹⁷ Le groupe s'est réuni le 2 mars, le 20 mai et le 15 décembre, les deux dernières réunions ayant eu lieu sous forme virtuelle.

autant que possible les perturbations des échanges en préservant le libre-échange et de poursuivre les processus d'accession à l'OMC.

36. En 2020, le Secrétariat a organisé deux dialogues régionaux, l'un pour l'Afrique et l'autre pour la région arabe, d'où proviennent de nombreux gouvernements accédants. Le troisième Dialogue régional sur les accessions à l'OMC pour les pays d'Afrique¹⁸ a eu lieu à Addis-Abeba (Éthiopie) du 12 au 14 février 2020; il a été organisé en partenariat avec le gouvernement éthiopien, la Commission de l'Union africaine (CUA), le Centre du commerce international (ITC), la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique (CEA) et la Banque mondiale.¹⁹ Sur le thème "Renforcer l'intégration économique en Afrique grâce à l'accession à l'OMC et à la mise en œuvre de la ZLECAf", le Dialogue a porté sur les questions suivantes: i) l'Afrique et le système commercial multilatéral, ii) évaluer l'incidence économique de l'ouverture des marchés, iii) maximiser les avantages de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) par l'accession à l'OMC, iv) l'accession à l'OMC et la ZLECAf: renforcer les synergies sur le fond et sur la procédure; et v) la communication avec les parties prenantes nationales et internationales. Le Dialogue a réuni 77 participants, y compris des fonctionnaires gouvernementaux et des représentants du secteur privé issus de sept gouvernements accédants (Algérie, Comores, Guinée équatoriale, Éthiopie, Somalie, Soudan du Sud et Soudan).²⁰

37. Le premier Dialogue régional sur les accessions à l'OMC pour la région arabe²¹, organisé en collaboration avec le Fonds monétaire arabe et la Banque islamique de développement, s'est déroulé en ligne du 8 au 10 novembre 2020.²² Sur le thème "Le point de vue des pays arabes sur les accessions à l'OMC et le système commercial multilatéral", le Dialogue visait à: i) améliorer les connaissances des participants concernant le processus d'accession à l'OMC, les règles relatives à l'accession et l'état d'avancement des accessions des pays arabes; ii) partager les expériences des gouvernements accédants et des Membres relevant de l'article XII concernant le processus d'accession; et iii) identifier les besoins d'assistance technique et mobiliser cette assistance pour faciliter et accélérer les accessions des pays arabes en cours, en collaboration avec les partenaires de développement. Cette activité a réuni plus de 45 hauts fonctionnaires de 7 gouvernements arabes (Iraq, Jordanie, Oman, Palestine, République libanaise, Somalie et Soudan).

38. Le 30 septembre, le Secrétariat a organisé une table ronde intitulée "Tirer parti du commerce pour renforcer le Programme à l'horizon 2030 et les ODD – le cas des accessions à l'OMC", conjointement avec la CEE-ONU et les Missions permanentes du Bélarus et du Kazakhstan, dans le cadre de la Semaine du commerce à Genève. Cette table ronde réunissait d'anciens négociateurs chargés de l'accession et des négociateurs actuellement en poste, qui venaient de Bosnie-Herzégovine, des États-Unis, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan. Elle a permis d'examiner les liens entre les accessions à l'OMC et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

iii. Programme de la Chine pour les PMA et les accessions (Programme de la Chine)

39. Le Programme de la Chine pour les PMA et les accessions (Programme de la Chine) a été établi par le gouvernement chinois et l'OMC le 14 juillet 2011.²³ Il vise à renforcer la participation des PMA à l'OMC et à aider les gouvernements candidats à accéder à l'Organisation. Sur les cinq piliers, la Division des accessions est chargée de la mise en œuvre du pilier I "Programme de stages sur l'accession à l'OMC" et du pilier II "Table ronde annuelle de la Chine sur les accessions à l'OMC".²⁴

40. Pendant l'année considérée, huit stagiaires ont travaillé au sein de la Division des accessions dans le cadre du Programme de stages sur l'accession à l'OMC (pilier I).²⁵ Sur les 36 stagiaires qui ont participé au Programme depuis son lancement en 2011, 14 venaient de PMA et 22 d'autres

¹⁸ https://www.wto.org/french/thewto/f/acc/f/3rdreginaldialacc19_f.htm.

¹⁹ Le document final a été distribué sous la cote WT/ACC/37.

²⁰ Parmi les autres participants au Dialogue figuraient des représentants des Membres de l'OMC et d'organisations internationales, des partenaires de développement et des experts extérieurs.

²¹ https://www.wto.org/french/thewto/f/acc/f/highlevelaccarreg2020_f.htm.

²² Le document final a été distribué sous la cote WT/ACC/39.

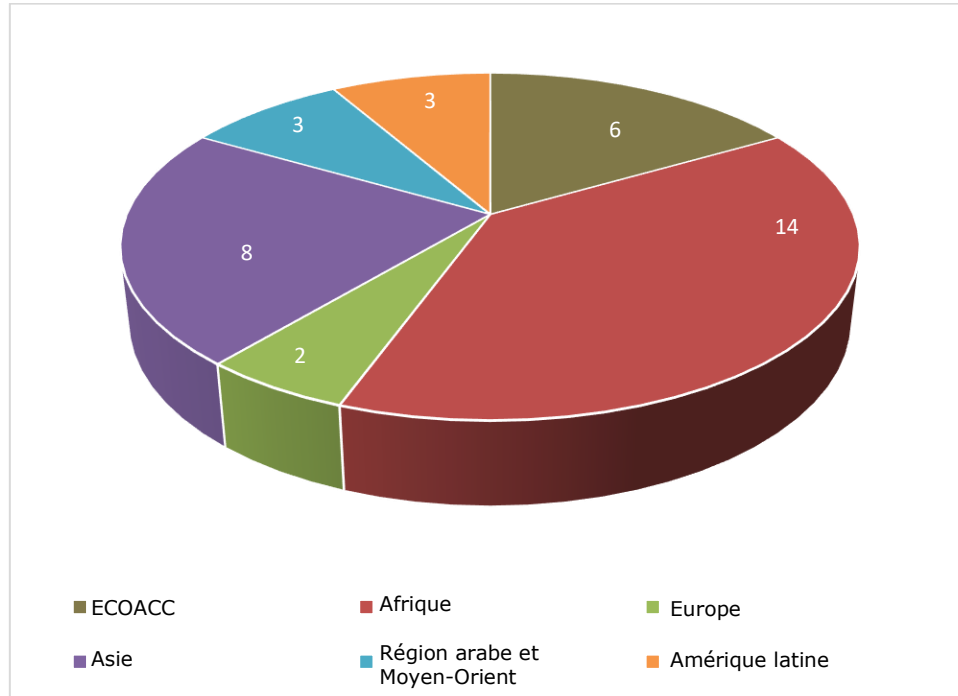
²³ Le 1^{er} décembre, la Chine et l'OMC ont signé pour la huitième fois le renouvellement et la prorogation du Programme avec une contribution de 500 000 dollars EU (https://www.wto.org/french/news/f/pres20_f/pr865_f.htm).

²⁴ Pour de plus amples renseignements sur les cinq piliers, veuillez consulter l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/thewto/f/acc/f/china_programme_f.htm.

²⁵ En 2020, les participants au Programme de stages de la Chine sur l'accession à l'OMC venaient du Bélarus, de la Chine, de l'Éthiopie, de l'Inde, du Kenya, du Nigéria, de l'Ouzbékistan et du Venezuela.

pays.²⁶ On a recensé 12 hommes et 24 femmes parmi les participants. La figure 1 montre la ventilation des stagiaires par région.

Figure 1: Nombre de stagiaires ayant participé au Programme de la Chine, par région (2012-2020)



41. Le 11 décembre, au titre du pilier II, le Secrétariat a organisé en ligne la neuvième Table ronde de la Chine sur les accessions à l'OMC, qui a été diffusée en direct depuis le siège de l'Organisation à Genève. Les participants ont examiné et salué la contribution apportée par 25 années d'accessions à l'OMC et ont discuté de la voie à suivre en mettant en avant les difficultés restantes liées à l'accession, les meilleures pratiques émergentes et la manière dont le processus pourrait être rendu plus efficace, y compris en ce qui concerne l'accession des PMA.²⁷ La Table ronde s'est articulée autour de deux séances: i) "Retour sur 25 ans d'accessions à l'OMC: réflexions, célébrations et enseignements" et ii) "L'avenir des accessions à l'OMC – Pouvons-nous atteindre l'universalité dans les 10 prochaines années?"²⁸ La Table ronde de la Chine a réuni 159 participants.

III. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DANS LES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION

42. Les négociations en vue de l'accession à l'OMC avancent sur deux ou trois voies avec des processus multilatéraux, bilatéraux et, dans certains cas, plurilatéraux qui progressent en parallèle. Des processus intérieurs se déroulent séparément au sein des gouvernements accédants pour établir les positions de négociation nationales et décider des contributions à présenter. En 2020, la pandémie de COVID-19 a affecté les travaux techniques de nombreux gouvernements accédants et les 23 accessions en cours ont progressé de façon contrastée. En outre, comme par le passé, plusieurs facteurs entrent en jeu. Ceux-ci incluent, sans s'y limiter, la poursuite des négociations

²⁶ Pour un aperçu général des participants actuels et des anciens participants, y compris des récits d'anciens stagiaires, veuillez consulter l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/thewto/f/acc/f/pillar1_f.htm.

²⁷ Plus de 100 fonctionnaires ont participé en ligne à cette table ronde d'une demi-journée. Parmi eux figuraient des négociateurs en chef et des experts de 15 gouvernements ayant le statut d'observateur, ainsi que des représentants de 19 Membres relevant de l'article XII. Les autres participants comprenaient des représentants des Membres originels, des présidents de groupe de travail et des experts d'institutions partenaires. L'événement était également ouvert au public par le biais d'une diffusion en direct sur YouTube.

²⁸ Le rapport de la neuvième Table ronde de la Chine sera publié dans la série de documents WT/ACC. En outre, les deux séances peuvent être visionnées ici: <https://www.youtube.com/watch?v=rQLfJLgqHbc&feature=youtu.be>.

avec les Membres, des complexités techniques, des difficultés intérieures, des choix politiques visant à marquer le pas pour approfondir l'analyse d'impact, le remaniement des priorités et/ou des situations postconflit. La présente section indique l'état d'avancement des accessions en cours en décembre 2020. On trouvera des renseignements plus détaillés et régulièrement actualisés sur cet état d'avancement dans le Bulletin d'information sur les accessions.

Tableau 1: État d'avancement des accessions en cours

État d'avancement	Accessions
Priorité stratégique	Bosnie-Herzégovine, Comores*
En cours	Azerbaïdjan, Bahamas, Bélarus, Éthiopie*, Ouzbékistan, Soudan*, Soudan du Sud*, Timor-Leste*
Réactivé	Iraq, République libanaise, Serbie
Activé	Curaçao, Guinée équatoriale, Somalie*
Inactif	Algérie, Andorre, Bhoutan*, Iran, Libye, République arabe syrienne, Sao Tomé-et-Principe*

* PMA.

"Priorité stratégique" indique que ces accessions pourraient être achevées en 2021, en fonction du niveau d'avancement des dossiers sur le plan technique.

"En cours" indique que des progrès techniques ont été réalisés et que le gouvernement accédant procède à un échange régulier de renseignements avec les Membres de l'OMC et le Secrétariat.

"Réactivé" indique que le gouvernement accédant procède à un échange de renseignements avec le Secrétariat et/ou les Membres de l'OMC dans le but d'une reprise rapide des activités au niveau du Groupe de travail après une période d'interruption/d'inactivité.

"Activé" indique que le gouvernement accédant procède à un échange de renseignements avec le Secrétariat dans le but de commencer le processus du Groupe de travail.

"Inactif" indique que le Groupe de travail n'a mené aucune activité depuis au moins 3 ans.

43. Algérie: l'Algérie a présenté une demande d'accession en juin 1987. Le Groupe de travail a été établi à cette même date et a tenu sa première réunion en 1998. Sa douzième réunion a eu lieu en mars 2014. À ce jour, six accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat. Des négociations bilatérales sont en cours avec plusieurs Membres intéressés. Les négociations multilatérales sont fondées sur la troisième révision du projet de rapport du Groupe de travail, distribuée en février 2014. La treizième réunion du Groupe de travail sera convoquée sous réserve de la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

44. Andorre: l'Andorre a demandé son accession à l'OMC en juillet 1997. Le Groupe de travail a été établi en octobre 1997. Il a tenu sa première et unique réunion en octobre 1999. Ce processus d'accession est inactif et aucune intention n'a été exprimée quant à son redémarrage.

45. Azerbaïdjan: l'Azerbaïdjan a demandé son accession à l'OMC en juin 1997. Le Groupe de travail a été établi en juillet 1997 et a tenu sa première réunion en 2002. Sa quatorzième réunion a eu lieu en juillet 2017. À ce jour, quatre accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat, tandis que des négociations bilatérales sont en cours avec plusieurs Membres intéressés. Des négociations multilatérales sont en cours sur la base de la troisième révision du projet de rapport du Groupe de travail, distribuée en mai 2017. La quinzième réunion du Groupe de travail devrait se tenir au premier semestre de 2021 après la distribution des contributions requises dans le cadre des négociations.

46. Bahamas: les Bahamas ont demandé leur accession à l'OMC en mai 2001. Le Groupe de travail a été établi en juillet 2001 et a tenu sa première réunion en 2010. Sa quatrième réunion a eu lieu en avril 2019. À ce jour, un accord bilatéral sur l'accès aux marchés a été conclu, tandis que des négociations bilatérales sont en cours avec plusieurs Membres intéressés. Au niveau multilatéral, le Groupe de travail est convenu de transformer le Résumé factuel des points soulevés en éléments de son projet de rapport. La cinquième réunion sera convoquée sous réserve de la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

47. Bélarus: le Bélarus a présenté une demande d'accession en septembre 1993. Le Groupe de travail a été établi en octobre 1993 et a tenu sa première réunion en 1997. Après une période d'inactivité – aucune réunion formelle du Groupe de travail n'a eu lieu entre 2005 et 2016 –, le

Groupe de travail a repris ses travaux en janvier 2017. La réunion la plus récente (la douzième) s'est tenue en juillet 2019. La treizième réunion, initialement prévue pour mars 2020, a dû être reportée en raison de la pandémie de COVID-19. À ce jour, 16 accords bilatéraux signés sur l'accès aux marchés ont été déposés auprès du Secrétariat. Des négociations bilatérales sont en cours avec un petit nombre de Membres. Des négociations multilatérales sont en cours sur la base de la quatrième révision du projet de rapport du Groupe de travail.

48. Bhoutan: le Bhoutan a demandé son accession à l'OMC en septembre 1999. Le Groupe de travail a été établi en octobre 1999 et a tenu sa première réunion en 2004. Sa quatrième réunion a eu lieu en janvier 2008. La première version du projet de rapport du Groupe de travail a été distribuée en décembre 2007. Les dernières offres en date concernant l'accès aux marchés pour les marchandises et les services ont été distribuées en novembre 2007. Aucune activité n'a eu lieu dans le cadre du Groupe de travail depuis la quatrième réunion.

49. Bosnie-Herzégovine: la Bosnie-Herzégovine a demandé son accession à l'OMC en mai 1999. Le Groupe de travail a été établi en juillet 1999 et a tenu sa première réunion en 2003. Sa treizième réunion a eu lieu en février 2018. À ce jour, 16 accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat, tandis que des négociations bilatérales sont en cours avec un Membre. Des négociations multilatérales sont en cours sur la base de la huitième révision du projet de rapport du Groupe de travail, distribuée en octobre 2017. La quatorzième réunion sera convoquée après la conclusion des négociations bilatérales en cours sur l'accès aux marchés.

50. Comores: les Comores ont demandé leur accession à l'OMC en mars 2007. Le Groupe de travail a été établi en octobre 2007 et a tenu sa première réunion en décembre 2016. Sa cinquième réunion a eu lieu en septembre 2020. À ce jour, trois accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat. Des négociations bilatérales seraient en cours avec quatre Membres. Des négociations multilatérales sont en cours sur la base de la première révision du projet de rapport du Groupe de travail, distribuée en juin 2020. La sixième réunion devrait se tenir au deuxième trimestre de 2021, après la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

51. Curaçao: Curaçao a demandé son accession à l'OMC en octobre 2019. Le Groupe de travail a été établi en mars 2020. Il ne s'est pas encore réuni. Curaçao élabore actuellement l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur.

52. Guinée équatoriale: la Guinée équatoriale a demandé son accession à l'OMC en mars 2007. Le Groupe de travail a été établi en février 2008. Il ne s'est pas encore réuni. La Guinée équatoriale élabore actuellement l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur.

53. Éthiopie: l'Éthiopie a demandé son accession à l'OMC en janvier 2003. Le Groupe de travail a été établi en février 2003 et a tenu sa première réunion en mai 2008. Sa quatrième réunion a eu lieu le 30 janvier 2020. Des négociations bilatérales sont en cours avec plusieurs Membres intéressés. Au niveau multilatéral, le Groupe de travail est convenu de transformer le Résumé factuel des points soulevés en éléments de son projet de rapport. La cinquième réunion devrait se tenir en 2021, sous réserve de la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

54. République islamique d'Iran: la République islamique d'Iran a demandé son accession à l'OMC en juillet 1996. Le Groupe de travail a été établi en mai 2005. Après la distribution de l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur en novembre 2009, l'Iran a présenté des contributions techniques, y compris les réponses aux questions des Membres sur l'aide-mémoire, en 2011. La première réunion du Groupe de travail sera convoquée à l'issue de consultations menées par le Président du Conseil général avec les Membres pour désigner un président du Groupe de travail. La République islamique d'Iran fait l'objet d'arrangements administratifs de la catégorie I.²⁹

55. Iraq: l'Iraq a demandé son accession à l'OMC en septembre 2004. Le Groupe de travail a été établi en décembre 2004 et a tenu sa première réunion en 2007. Sa deuxième réunion a eu lieu en avril 2008 et une réunion informelle s'est tenue en novembre 2017. En vue de la troisième réunion du Groupe de travail, un aide-mémoire actualisé sur le régime de commerce extérieur a été distribué en février 2018. Cette troisième réunion sera convoquée après la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

²⁹ En décembre 2020.

56. République libanaise: la République libanaise a demandé son accession à l'OMC en janvier 1999. Le Groupe de travail a été établi en avril 1999 et a tenu sa première réunion en 2002. Sa septième réunion a eu lieu en octobre 2009. En vue de sa huitième réunion, des contributions actualisées dans le cadre des négociations, ainsi que la seconde révision de son projet de rapport, ont été distribuées entre avril et juin 2017. La huitième réunion sera convoquée sous réserve de la présentation d'offres révisées concernant l'accès aux marchés pour les marchandises et les services.

57. Libye: la Libye a demandé son accession à l'OMC en juin 2004. Le Groupe de travail a été établi en septembre 2004. Il ne s'est pas encore réuni car le pays n'a pas présenté de contributions permettant d'engager le processus. La Libye fait l'objet d'arrangements administratifs de la catégorie III.³⁰

58. Sao Tomé-et-Principe: Sao Tomé-et-Principe a demandé son accession à l'OMC en février 2005. Le Groupe de travail a été établi en juin 2005. Il ne s'est pas encore réuni car le pays n'a pas présenté de contributions permettant d'engager le processus de négociation en vue de l'accession. Sao Tomé-et-Principe fait l'objet d'arrangements administratifs de la catégorie III.³¹

59. Serbie: la Serbie a demandé son accession à l'OMC en décembre 2004. Le Groupe de travail a été établi en février 2005 et a tenu sa première réunion en 2005. Sa treizième réunion a eu lieu en juin 2013. À ce jour, 13 accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat, tandis que des négociations bilatérales sur l'accès aux marchés sont toujours en cours avec un nombre limité de Membres. Des négociations multilatérales sont en cours sur la base de la septième révision du projet de rapport du Groupe de travail, distribuée en octobre 2012. La quatorzième réunion sera convoquée sous réserve que les mesures législatives intérieures en attente aient été prises et que les contributions requises dans le cadre des négociations aient été présentées.

60. Somalie: la Somalie a demandé son accession à l'OMC en novembre 2016. Le Groupe de travail a été établi en décembre 2016. Il ne s'est pas réuni à ce jour. L'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur a été distribué à tous les Membres de l'OMC en mai 2020. La première réunion du Groupe de travail sera convoquée sous réserve de la présentation, par le pays, des contributions requises. La Somalie fait l'objet d'arrangements administratifs de la catégorie III.³²

61. Soudan du Sud: le Soudan du Sud a demandé son accession à l'OMC en décembre 2017. Le Groupe de travail a été établi à cette même date et a tenu sa première réunion en mars 2019. Sa deuxième réunion sera convoquée sous réserve de la présentation, par le pays, des contributions requises.

62. Soudan: le Soudan a demandé son accession à l'OMC en octobre 1994. Le Groupe de travail a été établi en octobre 1994 et a tenu sa première réunion en 2003. Après des années d'inactivité, le Groupe de travail a repris ses travaux en janvier 2017. Sa quatrième réunion s'est tenue en juillet 2017. À ce jour, trois accords bilatéraux sur l'accès aux marchés ont été signés et déposés auprès du Secrétariat, tandis que des négociations bilatérales sur l'accès aux marchés sont en cours avec plusieurs Membres intéressés. Des négociations multilatérales sont en cours sur la base d'une version révisée du Résumé factuel des points soulevés, distribuée en janvier 2019. La cinquième réunion sera convoquée sous réserve de la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

63. République arabe syrienne: la République arabe syrienne a demandé son accession à l'OMC en octobre 2001. Le Groupe de travail a été établi en mai 2010. Il ne s'est pas encore réuni car le pays n'a pas présenté de contributions dans le cadre des négociations permettant d'engager le processus. La République arabe syrienne fait l'objet d'arrangements administratifs de la catégorie I.³³

64. Timor-Leste: le Timor-Leste a demandé son accession à l'OMC en novembre 2016. Le Groupe de travail a été établi en décembre 2016 et a tenu sa première réunion le 1^{er} octobre 2020. Il a examiné l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur et a chargé le Secrétariat d'élaborer

³⁰ En décembre 2020.

³¹ En décembre 2020.

³² En décembre 2020.

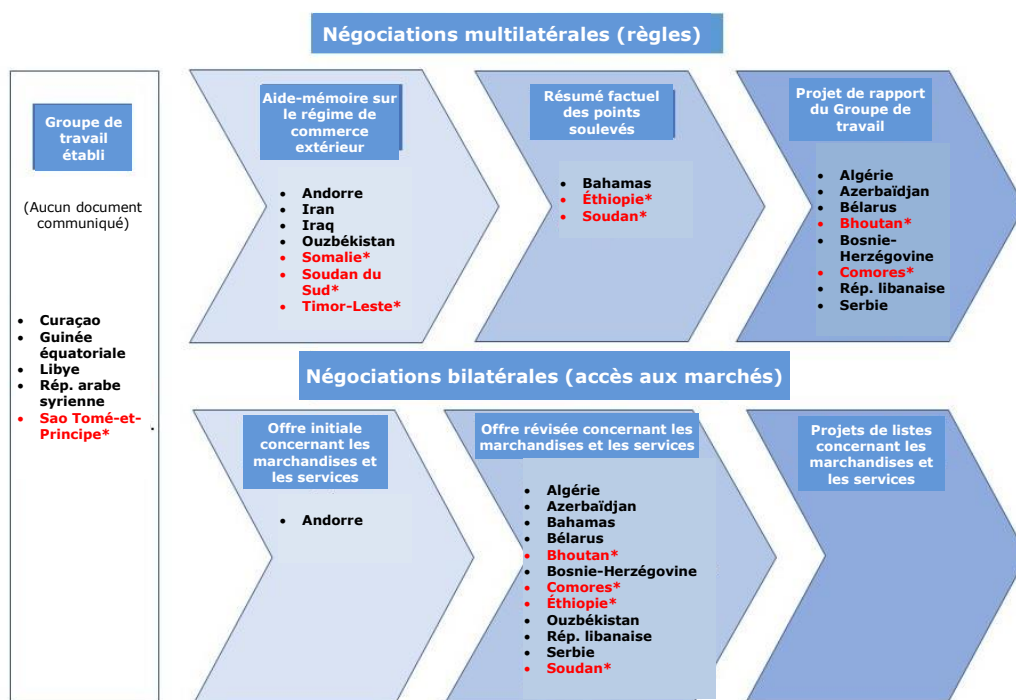
³³ En décembre 2020.

le Résumé factuel des points soulevés. La deuxième réunion pourrait avoir lieu au premier semestre de 2021, sous réserve que les contributions requises aient été présentées.

65. Ouzbékistan: l'Ouzbékistan a demandé son accession à l'OMC en décembre 1994. Le Groupe de travail a été établi à cette même date et a tenu sa première réunion en 2002. Sa quatrième réunion a eu lieu en juillet 2020. Des négociations bilatérales sont en cours avec plusieurs Membres intéressés. Au niveau multilatéral, le Groupe de travail a chargé le Secrétariat d'élaborer le Résumé factuel des points soulevés. La cinquième réunion pourrait être planifiée pour le troisième trimestre de 2021, sous réserve de la présentation des contributions requises dans le cadre des négociations.

66. La figure 2 donne un aperçu de l'état d'avancement des négociations en vue de l'accession au 31 décembre 2020.

Figure 2: État d'avancement des négociations en cours en vue de l'accession



IV. ACCESSIONS DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

67. Depuis la création de l'OMC, neuf Membres ont accédé à l'Organisation en tant que PMA au titre de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC.³⁴ À l'heure actuelle, huit PMA sont en cours d'accession à l'Organisation.

68. En 2020, les PMA accédants sont restés actifs malgré la pandémie de COVID-19. Les accessions de ces pays ont représenté 75% des réunions des groupes de travail tenues cette année-là. Le Groupe de travail de l'accession des Comores a repris ses travaux après deux ans et demi d'inactivité et a tenu sa cinquième réunion en septembre. L'Éthiopie a réactivé son processus d'accession après près de huit ans d'inactivité et le Groupe de travail a tenu sa quatrième réunion en janvier. Le Groupe de travail de l'accession du Timor-Leste, qui a été établi en décembre 2016, a tenu sa première réunion en octobre. Une étape importante a été franchie en ce qui concerne l'accession de la Somalie avec la présentation de l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (on trouvera des renseignements plus détaillés à la section III "État d'avancement des travaux dans les Groupes de travail de l'accession").

³⁴ Les Membres relevant de l'article XII qui ont accédé à l'OMC en tant que PMA sont les suivants: Afghanistan (2016), Cabo Verde (2008), Cambodge (2004), Libéria (2016), Népal (2004), RDP lao (2013), Samoa (2012), Vanuatu (2012) et Yémen (2014). Cabo Verde et le Samoa sont sortis de la catégorie des PMA en 2008 et 2014, respectivement.

69. Conformément à la priorité donnée par les Membres aux accessions des PMA, le Secrétariat a continué d'accorder une attention ciblée aux PMA en cours d'accession dans le but de faciliter et d'accélérer leurs négociations. Depuis 2002, il organise régulièrement des séances d'information sur l'état d'avancement des accessions des PMA dans le cadre du Sous-Comité des PMA, y compris à la quatre-vingt neuvième session de ce dernier, tenue le 11 novembre 2020. En 2012, le Conseil général a adopté un addendum au document WT/L/508 pour renforcer, rationaliser et rendre opérationnelles les Lignes directrices de 2002 sur l'accession des PMA. Le Secrétariat offre par ailleurs son soutien au groupe g7+ des accessions à l'OMC, qui regroupe les PMA fragiles et touchés par des conflits concernés par l'accession à l'Organisation (de plus amples renseignements figurent au paragraphe 35).

70. Les Membres ont à l'esprit ces lignes directrices dans les processus d'accession actuellement actifs des PMA et leur importance pour ce qui est de faciliter les négociations avec ces pays a été soulignée.

71. Les Membres ont également continué de fournir une assistance technique pour les accessions des PMA, par exemple la Chine (y compris au moyen du "Programme de la Chine pour les PMA et les accessions" et en particulier par le biais du Programme de stages sur l'accession à l'OMC³⁵; voir la section intitulée "Assistance technique et sensibilisation"), l'Union européenne (y compris par l'intermédiaire de ses différents États membres), le Japon, Oman, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis. Certains Membres fournissent une assistance technique par l'intermédiaire d'institutions ou de programmes nationaux, tandis que d'autres ont recours à des programmes tels que le Cadre intégré renforcé (CIR), qui offre aussi une plate-forme de renforcement des capacités pour les PMA accédants.

V. INITIATIVE "LE COMMERCE AU SERVICE DE LA PAIX PAR L'ACCESSION À L'OMC"

72. L'initiative "Le commerce au service de la paix par l'accession à l'OMC" a été lancée en 2017 pour aider les pays fragiles et touchés par des conflits à œuvrer en faveur de la paix par le biais de l'accession à l'OMC, en mettant l'accent sur le renforcement des institutions fondé sur les principes de non-discrimination, de prévisibilité, de transparence et de primauté du droit. Cette initiative vise également à faciliter la collaboration entre les acteurs du commerce, de la paix et de l'humanitaire.³⁶

73. En 2020, le Secrétariat a continué de soutenir les pays fragiles et touchés par des conflits, y compris ceux appartenant au groupe g7+ des accessions à l'OMC (voir la section 5 ii) Sensibilisation). La pandémie de COVID-19 a souligné l'importance du partenariat dans le cadre de l'Initiative pour répondre aux difficultés et aux besoins qui sont propres aux gouvernements accédants de pays fragiles et touchés par des conflits, qui restent résolus à utiliser l'intégration commerciale comme un instrument de promotion d'une paix inclusive et durable. En réponse, le Secrétariat a organisé la première édition de la Semaine du commerce au service de la paix.

74. La Semaine du commerce au service de la paix³⁷ a eu lieu sous forme virtuelle du 30 novembre au 4 décembre. Dix sessions de séminaire en ligne, organisées en collaboration avec différents partenaires³⁸, ont été diffusées via la plate-forme Zoom. Elles ont porté, entre autres, sur l'utilisation de la technologie pour promouvoir le commerce au service de la paix, sur le rôle des entreprises dans la consolidation de la paix, sur les éléments de preuve empiriques concernant le commerce, le conflit et la paix, sur le commerce, la création d'emplois et la paix, sur le rôle du commerce dans les crises humanitaires, sur le commerce au service de la paix dans le contexte de la COVID-19 et sur les synergies entre l'intégration régionale et les accessions à l'OMC. Certaines sessions ont porté sur des pays ou régions spécifiques en cours d'accession, à savoir l'Iraq, la Libye, le Yémen et la Corne de l'Afrique. La Semaine du commerce au service de la paix a réuni 59 intervenants, représentant 32 organisations et 15 pays, et 450 participants.

³⁵ À ce jour, 14 des 36 stagiaires venaient de PMA, dont 3 PMA accédants (Éthiopie, Somalie et Timor-Leste) et 3 PMA relevant de l'article XII (Afghanistan, Libéria et Yémen).

³⁶ https://www.wto.org/french/thewto/f/acc/f/tradeforpeace_f.htm.

³⁷ https://www.wto.org/french/thewto/f/acc/f/t4peace2020_f.htm.

³⁸ Banques de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés, Centre du commerce international, Chambre de commerce internationale, Organisation internationale du travail, Banque mondiale, Interpeace, Secrétariat du g7+ et groupe g7+ des accessions à l'OMC.

75. Avant la Semaine du commerce au service de la paix, le 16 juin, le Secrétariat a organisé conjointement avec l'Institute for Economics and Peace un séminaire en ligne sur le thème "Le commerce au service de la paix: Tirer parti du commerce dans la réponse contre la COVID-19 en utilisant la paix positive."³⁹ Ce séminaire en ligne a permis d'examiner la façon dont le commerce et les entreprises pouvaient contribuer à établir une paix positive ainsi que les attitudes, les structures et les institutions qui soutiennent et renforcent les sociétés pacifiques.

76. Le 27 octobre, le Secrétariat a également participé à la Semaine de la paix 2020 de Genève et a fait un exposé sur l'initiative "Le commerce au service de la paix" lors de la session intitulée "Le commerce au service de la paix: Passer de l'aide au commerce et à l'emploi."

VI. ACCESSIONS À L'OMC ET INTÉGRATION COMMERCIALE RÉGIONALE

1. INTRODUCTION

77. Les accords commerciaux multilatéraux et régionaux sont destinés à réglementer et libéraliser le commerce transfrontières. Ils visent souvent des objectifs similaires, parmi lesquels: améliorer l'accès aux marchés; soutenir les réformes intérieures; favoriser la croissance économique; accroître la transparence, la prévisibilité et la bonne gouvernance; renforcer la coopération internationale; et promouvoir la paix et la sécurité.

78. Depuis la création de l'OMC en 1995, le nombre d'ACR a augmenté pour atteindre 335 accords notifiés à l'OMC au 31 décembre 2020.⁴⁰ Les 164 Membres de l'OMC sont parties à au moins un ACR. Les ACR qui vont bien au-delà des engagements multilatéraux en matière d'accès aux marchés contribuent à la poursuite de la libéralisation et augmentent les flux commerciaux entre les parties.⁴¹ Certains ACR vont par ailleurs au-delà du cadre de l'OMC pour approfondir et étendre les réglementations intérieures, comme les politiques en matière d'investissement et de concurrence, ou pour traiter des questions commerciales dites nouvelles, comme le commerce électronique.

79. Dans le cadre des négociations en vue de l'accession, on attend généralement des requérants qu'ils prennent des engagements spécifiques concernant le respect des règles de l'OMC relatives aux ACR (voir l'encadré 1). Des engagements de ce type, avec quelques différences dans les libellés, ont été pris par 33 des 36 Membres relevant de l'article XII dans leurs protocoles d'accession. Après leur accession, les nouveaux Membres sont également censés notifier leurs ACR à l'OMC.

Encadré 1 – Règles de l'OMC sur les ACR

Les accords commerciaux régionaux (ACR) sont des accords commerciaux préférentiels réciproques entre deux ou plusieurs partenaires. Ces arrangements sont autorisés dans le cadre du GATT et de l'OMC, et sont soumis à trois ensembles de règles, à savoir: i) l'article XXIV du GATT de 1994; ii) la Clause d'habilitation; et iii) l'article V de l'AGCS. Les ACR doivent couvrir l'essentiel des échanges commerciaux, à l'exception de ceux qui relèvent de la Clause d'habilitation, et ils doivent favoriser la libéralisation des échanges entre les pays participants sans opposer d'obstacles au commerce avec le reste du monde.⁴²

L'article XXIV du GATT de 1994 établit une distinction entre les zones de libre-échange et les unions douanières sur la base de critères relatifs aux conditions intérieures et extérieures: i) une zone de libre-échange désigne un groupe de territoires douaniers entre lesquels les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives sont éliminés pour les échanges commerciaux portant sur les produits originaires des parties⁴³; et ii) une union douanière désigne la substitution d'un seul territoire douanier à deux ou plusieurs territoires douaniers entre lesquels les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives sont

³⁹ L'enregistrement vidéo est disponible à l'adresse suivante: [Trade for Peace - Leveraging trade in COVID-19 response, using Positive Peace on Vimeo \(https://vimeo.com/434962492\)](https://vimeo.com/434962492).

⁴⁰ Voir la base de données de l'OMC sur les accords commerciaux régionaux: <https://rtais.wto.org/UI/publicsummarytable.aspx>. Le nombre de notifications présentées par les Membres est plus élevé (496) car les règles de l'OMC exigent deux notifications distinctes dans les cas des ACR visant le commerce des marchandises et des services, ainsi que la notification des accessions à des ACR.

⁴¹ Par exemple, selon une projection datant de 2020, le Partenariat économique régional global (RCEP) signé le 15 novembre 2020 devrait faire progresser la taille de l'économie mondiale de 186 milliards de dollars EU (source: <https://www.piie.com/system/files/documents/wp20-9.pdf>).

⁴² "... l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange doit avoir pour objet de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce d'autres parties contractantes avec ces territoires" (article XXIV:4 du GATT de 1994).

⁴³ Article XXIV:8 b) du GATT de 1994.

éliminés pour les échanges commerciaux entre les membres tandis que les droits et les réglementations que les membres appliquent aux tierces parties sont identiques en substance.⁴⁴ Des accords provisoires conclus en vue de l'établissement de l'une ou l'autre sont également autorisés. Si la conclusion d'un ACR entraîne l'augmentation du taux de droit consolidé par un Membre dans le cadre de l'OMC, les autres Membres doivent être compensés conformément à la procédure énoncée à l'article XXVIII du GATT ("Modification des listes").⁴⁵

La Clause d'habilitation vise les arrangements commerciaux préférentiels entre pays en développement Membres concernant le commerce des marchandises. Elle permet aussi aux pays développés d'instaurer un système généralisé de préférences, sans réciprocité ni discrimination, avantageux pour les pays en développement. La Clause autorise la conclusion d'accords de portée partielle.

L'article V de l'AGCS, qui traite des dispositions relatives aux accords d'intégration économique (AIE), vise les ACR dans le domaine des services. Les dispositions de l'AGCS régissent la conclusion d'ACR portant sur le commerce des services tant pour les pays développés que pour les pays en développement. Il comporte un ensemble de conditions d'ordre intérieur et extérieur exigeant que la libéralisation des échanges entre les parties à de tels accords couvre un nombre substantiel de secteurs⁴⁶, que l'accord prévoit l'absence ou l'élimination pour l'essentiel de toute discrimination entre les parties, tandis que les pays tiers ne devraient pas se heurter à un niveau général d'obstacles plus élevé par rapport au niveau applicable avant la conclusion de l'ACR.⁴⁷

Tous les ACR doivent être notifiés à l'OMC à des fins de transparence.

80. Actuellement, tous les gouvernements accédants sont parties ou négocient leur adhésion à un ou plusieurs ACR. Les questions traitées ou examinées dans les ACR ont une incidence sur les accessions à l'OMC, dont l'objectif principal est de mettre les régimes commerciaux des requérants en conformité avec les Accords de l'OMC. La relation entre l'accession à l'OMC et l'intégration régionale est ainsi devenue une question de grande actualité pour les gouvernements accédants. Bien que les gouvernements puissent avoir des raisons différentes de conclure des accords commerciaux régionaux et de participer au système commercial multilatéral, il importe que leurs efforts pour conclure des ACR et accéder à l'OMC soient coordonnés sur le plan de la politique, de la stratégie et des dispositions institutionnelles.

81. La présente section thématique donne un aperçu des ACR auxquels les gouvernements accédants participent et étudie les implications potentielles des efforts qu'ils déploient en parallèle en vue de l'intégration multilatérale et régionale. Elle s'appuie, entre autres, sur les discussions qui ont eu lieu à l'occasion de la huitième Table ronde de la Chine, qui s'est tenue à Moscou (Fédération de Russie) en décembre 2019, et du troisième Dialogue régional sur les accessions à l'OMC, qui s'est tenu à Addis-Abeba (Éthiopie) en février 2020.⁴⁸ La section se termine par une série de recommandations destinées à aider les gouvernements accédants à tirer le meilleur parti de leur participation à des accords commerciaux multiples.

2. PARTICIPATION DES GOUVERNEMENTS ACCÉDANTS À DES ACR

82. Le tableau 2 donne un aperçu de la participation des gouvernements accédants à des ACR impliquant plus de deux parties⁴⁹ tels que notifiés à l'OMC ou sur la base des renseignements communiqués par les gouvernements accédants dans les documents relatifs à leur accession. Le

⁴⁴ Article XXIV:8 a) du GATT de 1994.

⁴⁵ Article XXIV:6 du GATT de 1994.

⁴⁶ Cette condition s'entend du point de vue du nombre de secteurs, du volume des échanges affectés et des modes de fourniture. Pour y satisfaire, les accords ne devraient pas prévoir l'exclusion *a priori* d'un mode de fourniture quel qu'il soit.

⁴⁷ La flexibilité ménagée aux pays en développement est intégrée dans l'article V:3 de l'AGCS: a) en termes de couverture sectorielle et eu égard à l'absence/l'élimination de discrimination; et b) dans le cas d'un AIE auquel ne participent que des pays en développement, un traitement plus favorable peut être accordé aux personnes morales détenues ou contrôlées par des personnes physiques des parties à l'ACR.

⁴⁸ La huitième Table ronde de la Chine sur les accessions à l'OMC s'est tenue à Moscou (Fédération de Russie) les 4 et 5 décembre 2019 sur le thème "Accessions et réforme de l'OMC: préparation en vue de la douzième Conférence ministérielle". La séance 4 de la Table ronde a porté sur l'"Intégration régionale et les accessions à l'OMC". Le troisième Dialogue régional sur les accessions à l'OMC à l'intention des pays d'Afrique, intitulé "Renforcer l'intégration économique en Afrique grâce à l'accession à l'OMC et à la mise en œuvre de la ZLECAf" s'est tenu à Addis-Abeba (Éthiopie) du 12 au 14 février 2020. Les rapports de ces activités ont été publiés sous les cotes WT/ACC/35 et WT/ACC/37, respectivement.

⁴⁹ Les ACR bilatéraux sont omis en raison de leur grand nombre et de l'espace limité, à l'exception des ACR bilatéraux entre un pays et un bloc commercial.

tableau indique que les 23 gouvernements accédants⁵⁰ sont parties ou négocient actuellement l'adhésion à au moins un ACR. Cette tendance se retrouve dans toutes les régions du monde.⁵¹

Tableau 2: Aperçu de la participation des gouvernements accédants à des ACR

Gouvernement accédant	Création du groupe de travail	Participation à des ACR	
		Adhésions	En cours de négociation
Afrique			
Algérie	06/1987	Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), ALE Algérie-UE, Union du Maghreb arabe (UMA), Grande zone arabe de libre-échange (GZALE) ⁵² , Système global de préférences commerciales (SGPC)	Phase II de la ZLECAf
Comores	10/2007	ZLECAf, Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Accord de partenariat économique (APE) intérimaire UE-États d'Afrique orientale et australe, Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)	Phase II de la ZLECAf
Éthiopie	02/2003	ZLECAf, COMESA	APE pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)-UE, Phase II de la ZLECAf
Guinée équatoriale	02/2008	ZLECAf, Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)	Phase II de la ZLECAf
Libye	07/2004	ZLECAf, UMA, COMESA, GZALE, SGPC	Phase II de la ZLECAf
Sao Tomé-et-Principe	05/2005	ZLECAf, CEEAC	Phase II de la ZLECAf
Somalie	12/2016	ZLECAf, COMESA	Phase II de la ZLECAf
Soudan	10/1994	ZLECAf, COMESA, GZALE, SGPC	Phase II de la ZLECAf
Soudan du Sud	12/2017	ZLECAf, Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)	Phase II de la ZLECAf
Asie			
Bhoutan	10/1999	Accord de libre-échange de l'Asie du Sud (SAFTA), Accord commercial préférentiel de l'Asie du Sud (SAPTA)	Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (BIMSTEC)
Timor-Leste	12/2016		Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)
Caraïbes			
Bahamas	07/2001	Communauté des Caraïbes (CARICOM, <i>services uniquement</i>); APE Forum des Caraïbes (CARIFORUM) – États de l'UE	
Curaçao	03/2020	Arrangement concernant le traitement préférentiel Curaçao – pays et territoires d'outre-mer (PTOM) de l'UE	
Communauté des États indépendants (CEI)			
Azerbaïdjan	07/1997	Accord commercial de l'Organisation de coopération économique (ECOTA), ALE Géorgie-Ukraine-Azerbaïdjan-Moldova	Azerbaïdjan-UE (APE)
Bélarus	10/1993	Accord de 2011 portant création de la zone de libre-échange entre les membres de la Communauté d'États indépendants (ZLE CEI), Union économique eurasiatique (UEE)	
Ouzbékistan	12/1994	ZLE CEI de 2011, ECOTA	UEE (<i>observateur</i>), Ouzbékistan-UE (APE)

⁵⁰ Ainsi que les 36 Membres relevant de l'article XII, voir l'annexe 4.

⁵¹ https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2020_f/wts2020chapter05_f.pdf.

⁵² La GZALE (Grande zone arabe de libre-échange) est aussi appelée PAFTA (Zone panarabe de libre-échange).

Gouvernement accédant	Création du groupe de travail	Participation à des ACR	
		Adhésions	En cours de négociation
Europe			
Andorre	10/1997	UE-Andorre (union douanière)	
Bosnie-Herzégovine (BIH)	07/1999	ALE BIH-Association européenne de libre-échange (AELE), ALE BIH-UE, Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC)	UE (<i>candidat potentiel</i>)
Serbie	02/2005	ALEEC, ALE Serbie-UEE, ALE Serbie-AELE, ALE Serbie-UE	UE (<i>candidat</i>)
Moyen-Orient			
Iran	05/2005	ECOTA, SGPC, ALE Iran-UEE	
Iraq	12/2004	GZALE, SGPC	
République arabe syrienne	05/2010	GZALE	
République libanaise	04/1999	Accord d'Agadir, GZALE, ALE Liban-AELE, ALE Liban-UE (marchandises uniquement)	

Note: La liste des ACR figurant dans le tableau n'est pas exhaustive. Les ACR bilatéraux sont omis en raison de leur grand nombre et de l'espace limité, à l'exception des ACR bilatéraux entre un pays et un bloc commercial. En vertu de leur participation aux ACR énumérés, les pays bénéficient également des accords conclus dans le cadre de ces ACR (le cas échéant). Ces accords sont également omis.

83. En Afrique, les neuf gouvernements africains en cours d'accession à l'OMC sont signataires de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), dont la mise en œuvre a débuté le 1^{er} janvier 2021. En janvier 2021, quatre d'entre eux – l'Algérie, l'Éthiopie, la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe – avaient déjà ratifié l'Accord. Parmi les autres ACR auxquels des gouvernements accédants sont parties figurent le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) avec cinq gouvernements accédants (Comores, Éthiopie, Libye, Somalie, Soudan), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) avec deux gouvernements accédants (Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe), la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) avec la Guinée équatoriale, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) avec le Soudan du Sud et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) avec les Comores. En Afrique du Nord, l'Algérie et la Libye font toutes deux partie de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et de la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE), qui regroupe également d'autres gouvernements accédants du Moyen-Orient (Iraq, République arabe syrienne et République libanaise) et le Soudan. Certains de ces accords, comme la CEMAC, la CAE et la SADC, prévoient des tarifs extérieurs communs (TEC).⁵³

84. En Asie, le Bhoutan est partie à l'Accord de libre-échange de l'Asie du Sud (SAFTA) et à l'Accord commercial préférentiel de l'Asie du Sud (SAPTA). Le Timor-Leste n'est actuellement partie à aucun ACR mais a demandé à rejoindre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), ce qui montre que ses efforts d'accession à l'OMC vont de pair avec ses efforts d'adhésion à l'ASEAN.

85. Dans les Caraïbes, les Bahamas sont membres à part entière de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), bien qu'elles ne participent pas à l'union douanière. Curaçao, qui bénéficie du statut d'observateur, a demandé à adhérer à la CARICOM en 2018. Elle bénéficie avec l'Union européenne des arrangements en matière de traitement préférentiel prévus par la décision d'association outre-mer⁵⁴ (conformément à la partie IV du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne).

86. En Europe, l'UE est le principal moteur de l'intégration régionale. Les trois gouvernements accédants de la région ont conclu des ALE avec l'UE et la Bosnie-Herzégovine et la Serbie sont en cours d'adhésion à l'UE, bien qu'elles aient un statut différent. La Bosnie-Herzégovine et la Serbie sont également parties à l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC) et elles ont conclu un ALE avec l'Association européenne de libre-échange (AELE). La Serbie a par ailleurs conclu un ALE avec l'Union économique eurasiatique (UEE). L'Andorre a établi une union douanière avec l'UE sur la base de l'Accord de 1990 entre la Communauté économique européenne (CEE) et la Principauté d'Andorre.

⁵³ Le COMESA vise à créer une union douanière entre ses membres, mais aucun tarif extérieur commun n'a encore été mis en œuvre.

⁵⁴ Décision n° 2013/755/UE du Conseil de l'UE du 25 novembre 2013 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union européenne.

87. Le principal ACR dans la région de la Communauté d'États indépendants (CEI) est l'Accord de 2011 portant création de la zone de libre-échange entre les membres de la CEI (ZLE CEI), auquel le Bélarus et l'Ouzbékistan sont parties. L'UEE, qui a été établie en 2015, définit de nombreux paramètres dans les négociations en vue de l'accession du Bélarus, comme ce fut le cas pour la Fédération de Russie et le Kazakhstan, qui ont accédé à l'OMC en 2012 et 2015, respectivement. En outre, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan négocient actuellement tous deux des accords de partenariat économique avec l'UE.

88. Au Moyen-Orient, la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE) compte trois gouvernements accédants à l'OMC (Iraq, République arabe syrienne et République libanaise), en plus de ceux d'Afrique (Algérie, Libye et Soudan). L'Iran a conclu un ALE avec l'UEE qui est entré en vigueur en 2019.

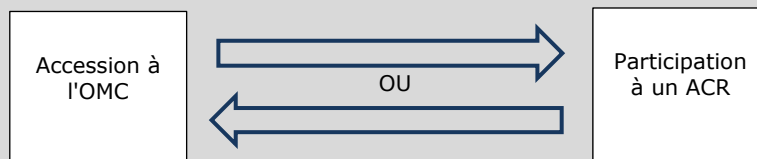
89. Cinq gouvernements accédants⁵⁵ participent également au Système global de préférences commerciales (SGPC), qui est un accord commercial préférentiel regroupant 42 pays en développement et pays les moins avancés.⁵⁶

3. POURSUITE EN PARALLÈLE DE L'ACCESSION À L'OMC ET DE L'INTÉGRATION COMMERCIALE RÉGIONALE: PROCESSUS ET QUESTIONS DE FOND

90. Mener à bien l'accession à l'OMC parallèlement à la participation à un ou plusieurs ACR, y compris en cours de négociation, comporte à la fois des possibilités et des difficultés. D'un côté, le programme national de réformes visant à se conformer aux règles de l'OMC peut être complété et renforcé par les instruments de libéralisation des échanges prévus par un ACR. En revanche, la participation en parallèle aux négociations en vue de l'accession et à un ou plusieurs ACR peut compliquer ou prolonger le processus de négociation. L'appartenance d'un gouvernement accédant à une union douanière prévoyant un degré d'intégration plus poussé peut rendre les choses plus complexes. Il est par conséquent essentiel d'élaborer un cadre de coordination et d'harmonisation sur le plan des politiques et des dispositions institutionnelles au niveau national afin de tirer pleinement parti des avantages découlant de la participation à des accords commerciaux multiples.

91. L'expérience des 36 Membres relevant de l'article XII ayant accédé à l'OMC depuis 1995 peut donner des indications sur la façon dont la participation des requérants à des ACR a été mise en avant et gérée dans le cadre des négociations en vue de l'accession.⁵⁷ Globalement, on constate deux approches dans les accessions à l'OMC menées à terme à ce jour: i) l'achèvement du processus d'accession à l'OMC avant la conclusion d'un accord prévoyant une libéralisation plus poussée; ou ii) la participation concomitante au processus d'accession à l'OMC et à un ou des ACR en cours de mise en œuvre et/ou de négociation. L'encadré 2 décrit les implications possibles de ces deux approches.

Encadré 2 – Accession à l'OMC et participation à un ACR: dans quel ordre?



1. **OMC => ACR:** Un gouvernement accédant négocie d'abord ses engagements en matière de règles et d'accès aux marchés dans le cadre de l'accession à l'OMC. Ce faisant, le gouvernement peut devoir prendre en compte les prescriptions de l'ACR auquel il souhaite devenir partie afin d'aligner les niveaux de libéralisation négociés dans le cadre de l'OMC sur ceux de l'ACR. Le processus d'adhésion à l'ACR et les réformes et ajustements réglementaires connexes se déroulent souvent parallèlement à l'accession à l'OMC du gouvernement et s'achèvent après son accession.

⁵⁵ À savoir: l'Algérie, l'Iran, l'Iraq, la Libye, le Soudan et un Membre relevant de l'article XII (Viet Nam).

⁵⁶ Le SGPC a été établi en 1989 en tant que cadre pour la réduction préférentielle des droits et d'autres mesures de coopération, y compris des "droits paratarifaires, des mesures non tarifaires, des mesures commerciales directes, y compris des contrats à moyen et long termes et des accords sectoriels", afin de stimuler les échanges entre les pays en développement. Aujourd'hui, seuls les droits préférentiels sont visés par l'Accord. Voir: <https://unctad.org/topic/trade-agreements/global-system-of-trade-preferences>.

⁵⁷ Un aperçu de la participation des Membres relevant de l'article XII à ces ACR figure à l'annexe 4.

2. **ACR => OMC:** Un gouvernement accédant négocie ses engagements dans le cadre de l'accèsion à l'OMC tout en étant déjà partie à un ACR ou sur le point de le devenir. Bien que cette participation puisse limiter la capacité de négociation d'un gouvernement accédant, notamment dans le cas d'une union douanière, elle pourrait lui donner l'occasion de procéder à des ajustements du cadre de l'ACR conformes aux règles de l'OMC en coordination avec les autres parties à l'ACR. Au cours du processus d'accèsion, le groupe de travail demande fréquemment aux gouvernements accédants de fournir les réglementations des ACR pour déterminer leur compatibilité avec les règles de l'OMC.

92. Les Membres relevant de l'article XII qui ont adhéré ou devaient accéder à l'Union européenne à la suite de leur accèsion à l'OMC relèvent du premier cas de figure. Il s'agit notamment de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Croatie, qui ont adhéré à l'UE en 2004 (Estonie, Lettonie, Lituanie), 2007 (Bulgarie) et 2013 (Croatie), tandis que l'Albanie, la Macédoine du Nord et le Monténégro se trouvent à différents stades de leur processus d'adhésion à l'UE.⁵⁸ En d'autres termes, plus de 20% des accèsions menées à bien à ce jour sont directement liées à l'adhésion à l'UE, qui pose l'accèsion à l'OMC comme condition préalable pour adhérer à l'UE, tandis que deux autres accèsions (Bosnie-Herzégovine et Serbie) suivent actuellement la même voie. Parmi les accèsions relevant du deuxième cas de figure, on peut citer par exemple celles des États membres fondateurs de l'UEE, dont deux des trois (Fédération de Russie et Kazakhstan) ont accédé à l'OMC après la création de l'Union douanière⁵⁹ en 2010, ou celles du Cambodge, de la RDP lao et du Viet Nam, qui étaient parties à l'ASEAN avant d'accéder à l'OMC.

93. Le tableau 3 énumère les ACR en rapport avec les accèsions menées à bien susceptibles de fournir des études de cas pertinentes pour les accèsions en cours. Il précise également la portée et le champ d'application de ces ACR, qui s'appuient souvent sur les principes fondamentaux des Accords de l'OMC. Dans de nombreux cas, la structure et les dispositions de ces accords sont directement tirées des Accords de l'OMC. Cela est particulièrement évident dans le cas de la ZLECAf, dont la mise en œuvre a débuté le 1^{er} janvier 2021. En outre, certains de ces accords font explicitement référence aux règles de l'OMC comme fondement de leur cadre juridique (l'UEE, par exemple). Certains vont au-delà du cadre de l'OMC dans des domaines comme l'investissement, la concurrence, la finance, le travail et l'environnement (l'UEE et l'UE par exemple).

Tableau 3: Aperçu des principaux ACR en rapport avec les accèsions à l'OMC (au 1^{er} janvier 2021)

Accord commercial régional	Année de conclusion/ d'entrée en vigueur	Membres/ parties	Membres de l'OMC/ accession à l'OMC		Champ d'application
			Membres relevant de l'article XII (année d'accession)	Gouvernement accédant	
Afrique					
COMESA	1994 (Zone d'échanges préférentiels) 2000 (Zone de libre-échange)	18	Seychelles (2015)	Comores, Éthiopie, Libye, Somalie, Soudan	Commerce des marchandises: droits de douane, douanes, règles d'origine, SPS, OTC, mécanismes de sauvegarde (marchandises), mesures antidumping et compensatoires, subventions (marchandises), services, dispositions relatives à l'investissement, règlement des différends, environnement, travail, PME
ZLECAf	2021	54	Cabo Verde (2008), Seychelles (2015), Libéria (2016)	Algérie, Comores, Éthiopie, Guinée équatoriale, Libye, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Soudan, Soudan du Sud	Commerce des marchandises: droits de douane, règles d'origine, coopération douanière, facilitation des échanges, OTC, SPS, transit, mesures correctives commerciales; services

⁵⁸ L'Albanie, la Macédoine du Nord et le Monténégro sont tous trois des pays candidats à l'adhésion à l'UE.

⁵⁹ Union douanière de la Fédération de Russie, du Bélarus et du Kazakhstan.

Accord commercial régional	Année de conclusion/ d'entrée en vigueur	Membres/ parties	Membres de l'OMC/ accession à l'OMC		Champ d'application
			Membres relevant de l'article XII (année d'accession)	Gouvernement accédant	
Asie					
ASEAN	1992 (Zone de libre-échange de l'ASEAN) 2015 (Communauté économique de l'ASEAN)	10	Cambodge (2004), RDP lao (2013), Viet Nam (2007)	<i>En cours d'accession: Timor-Leste</i>	Commerce des marchandises: droits de douane, douanes, règles d'origine, facilitation des échanges, agriculture, SPS, OTC, mécanismes de sauvegarde (marchandises), mesures antidumping et compensatoires, services, mouvement des personnes physiques, reconnaissance mutuelle, investissement, propriété intellectuelle, règlement des différends
Communauté d'États indépendants (CEI)					
UEE	2010 (Union douanière) 2012 (Espace économique unique) 2015 (Union économique eurasiatique)	5	Arménie (2003), Kazakhstan (2015), République kirghize (1998), Fédération de Russie (2012)	Bélarus	Commerce des marchandises: droits de douane, douanes, agriculture, SPS, OTC, mécanismes de sauvegarde (marchandises), mesures antidumping et compensatoires, subventions (marchandises, services); services, mouvement des personnes physiques, marchés publics, investissement, reconnaissance mutuelle, commerce électronique, propriété intellectuelle, règlement des différends, concurrence, environnement, travail, PME
Europe					
UE	1958 (Communauté économique européenne) 1993 (Union européenne)	27	Bulgarie (1996), Croatie (2000), Estonie (1999), Lettonie (1999), Lituanie (2001) En cours d'accession: <i>Albanie (2000), Monténégro (2012), Macédoine du Nord (2003)</i>	<i>En cours d'accession: Bosnie-Herzégovine, Serbie</i>	Commerce des marchandises: droits de douane, douanes, agriculture, SPS, OTC, facilitation des échanges, mesures antidumping et compensatoires, subventions (marchandises, services); services, mouvement des personnes physiques, marchés publics, investissement étranger direct, reconnaissance mutuelle, propriété intellectuelle, règlement des différends, concurrence, environnement, travail, PME
Moyen-Orient					
GZALE	1998/2005	18	Jordanie (2000), Oman (2000), Royaume d'Arabie saoudite (2005), Yémen (2014)	Algérie, Iraq, Libye, République libanaise, Soudan, Syrie	Règles d'origine, mécanismes de sauvegarde (marchandises), mesures concernant la balance des paiements (marchandises), règlement des différends

Source: Base de données de l'OMC sur les accords commerciaux régionaux.

94. Les gouvernements accédants sont confrontés à des problèmes de chronologie, d'harmonisation et de coordination découlant de leur participation parallèle à des ACR. Dans la plupart des cas, le cadre juridique des ACR a déjà été entièrement élaboré avant la conclusion des négociations en vue de l'accession à l'OMC, à l'exemple de l'ASEAN, du COMESA ou de la GZALE. Le champ d'application de l'accord a également son importance en ce qui concerne l'OMC. Les expériences passées en matière d'accession peuvent fournir des indications utiles, notamment pour la formulation des engagements en matière de règles contractés dans le cadre de l'OMC et les concessions en matière d'accès aux marchés.

95. L'exemple de l'UEE illustre très bien: i) la façon dont les dispositions des Accords de l'OMC peuvent être incorporées dans les dispositions d'un accord économique régional; et ii) la façon dont les engagements pris lors de l'accession peuvent être utilisés pour permettre le transfert progressif des compétences du niveau national au niveau régional. La Fédération de Russie et le Kazakhstan ont pris 30 et 33 engagements, respectivement, dans toutes les sections des rapports de leurs groupes de travail relatives au transfert de compétences au niveau de l'Union douanière/de l'UEE, les discussions les plus détaillées portant sur le domaine SPS/OTC. Ces engagements auront certainement une incidence sur les engagements que prendra le Bélarus, qui est un État membre de l'UEE encore en voie d'accession à l'OMC. En outre, il s'est agi de trouver une solution à un problème particulier qui se posait dans le domaine de l'accès aux marchés pour les marchandises. Plus précisément, le Kazakhstan avait déjà conclu 29 accords bilatéraux en matière d'accès aux marchés pour les marchandises avec des Membres de l'OMC au moment d'adhérer à une union douanière avec le Bélarus et la Fédération de Russie. Pour remédier aux divergences entre les accords bilatéraux signés et le nouveau TEC, un mécanisme d'ajustement tarifaire a dû être négocié avec les Membres de l'OMC (voir l'encadré 3). Il s'agit jusqu'ici du seul exemple d'ajustement tarifaire de ce type dans l'histoire de l'OMC.

Encadré 3 – Ajustement tarifaire: l'exemple du Kazakhstan

Le mécanisme d'ajustement tarifaire a été négocié sous la forme d'un processus en deux étapes⁶⁰:

1. ajustement tarifaire avant accession. La première étape prévoyait la réduction des taux de droits consolidés pour 65% des lignes tarifaires visées dans les accords bilatéraux signés par le Kazakhstan dans le domaine de l'accès aux marchés pour les marchandises qui étaient supérieures à celles de la Fédération de Russie, afin de correspondre au niveau de taux de droits consolidés de la Fédération de Russie. Cet ajustement figure dans la liste concernant les marchandises annexée au Protocole d'accession du Kazakhstan à l'OMC;

2. ajustement tarifaire après accession. Cet ajustement devait prendre la forme d'une renégociation des droits de douane du type prévu à l'article XXVIII du GATT avec les Membres signataires affectés (c'est-à-dire les Membres qui ont conclu des accords bilatéraux concernant l'accès aux marchés pour les marchandises avec le Kazakhstan et qui détiennent des droits de négociateur primitif (DNP), ceux qui avaient un intérêt comme fournisseur principal ou substantiel à la date de début des négociations ou ceux dont la moyenne des importations à destination du Kazakhstan s'élevait à au moins 175 000 dollars EU par ligne tarifaire et par an pendant la période 2008-2013). Cette étape ne débutera pas avant 2023, soit l'année fixée comme échéance pour la pleine mise en œuvre des concessions tarifaires du Kazakhstan et de la Fédération de Russie. Cet ajustement concernerait 29% des lignes tarifaires consolidées pour lesquelles les taux consolidés visant les marchandises du Kazakhstan étaient inférieurs à ceux de la Russie, en vue de les aligner sur les taux de la Russie. Jusqu'à l'aboutissement des négociations sur l'ajustement tarifaire compensatoire après accession, le Kazakhstan maintiendra des exceptions au TEC de l'UEE dans le cas des lignes tarifaires pour lesquelles les taux consolidés du Kazakhstan sont inférieurs à ceux du TEC de l'UEE. Si aucun ajustement satisfaisant n'est obtenu dans les trois ans suivant le début des négociations, la question sera renvoyée au Conseil général de l'OMC.

96. En dehors de l'Union douanière/de l'UEE, l'adaptation d'un TEC a joué un rôle dans d'autres accessions à l'OMC pour lesquelles il a fallu tenir compte de la participation à une union douanière. C'est ce qui s'est passé pour l'accession des Seychelles, qui s'est conclue en 2014, alors que celles-ci s'apprêtaient à appliquer le TEC du COMESA à compter de 2015⁶¹, ainsi que pour l'accession du Libéria, qui s'est conclue en 2015, alors que celui-ci était en train d'introduire le TEC de la CEDEAO, dont la mise en œuvre a débuté le 1^{er} janvier 2016.⁶² Pour ce qui est des accessions à l'OMC en cours, des questions similaires pourraient se poser dans le cas des Comores, de la Guinée équatoriale et du Soudan du Sud, qui s'apprêtent à mettre en œuvre des TEC dans le cadre, respectivement, du COMESA, de la CEMAC et de la CAE.

4. CONCLUSION: POURSUITE DES PROCESSUS DE NÉGOCIATION EN PARALLÈLE

97. En 2019-2020, les gouvernements accédants et les Membres relevant de l'article XII ont eu l'occasion de partager des données d'expérience et d'échanger des vues sur la manière de gérer le double défi de l'accession à l'OMC et de l'intégration régionale, y compris lors de la huitième Table ronde de la Chine et du troisième Dialogue régional sur les accessions à l'OMC.

⁶⁰ Rapport du Groupe de travail de l'accession du Kazakhstan (document WT/ACC/KAZ/93), paragraphes 304 à 311.

⁶¹ Rapport du Groupe de travail de l'accession des Seychelles (document WT/ACC/SYC/64), paragraphes 124 à 126.

⁶² Rapport du Groupe de travail de l'accession du Libéria (document WT/ACC/LBR/23 • WT/MIN(15)/2), paragraphes 91 à 94.

98. Le message central qui est ressorti de ces discussions est celui de la complémentarité entre l'OMC et les ACR. Il a été fait observer que les cadres multilatéraux et régionaux devaient fournir des structures cohérentes pour faire avancer la réalisation des objectifs nationaux en matière de développement commercial et économique. L'importance de tirer le maximum d'avantages de la participation à des processus d'accession parallèles, notamment lorsqu'un gouvernement accédant à l'OMC prend part en même temps à des négociations en vue de la conclusion d'ACR, a été soulignée. Les participants ont formulé les suggestions suivantes:

- identification des besoins et priorités en matière de développement national, y compris au niveau sectoriel, sur la base d'études de l'impact de l'accession à l'OMC et du ou des ACR que le gouvernement met en œuvre ou négocie;
- formulation d'une déclaration de politique générale au plus haut niveau d'autorité indiquant en quoi l'accession à l'OMC et la mise en œuvre/négociation d'ACR sont complémentaires et se renforcent mutuellement pour réaliser les objectifs du gouvernement accédant en matière de développement;
- élaboration d'une stratégie pour concilier les négociations menées en parallèles sur le plan des objectifs politiques, de la feuille de route et des mécanismes de coordination interministériels;
- élaboration d'un plan de réformes intérieures coordonné pour se conformer aux cadres juridiques et institutionnels de l'OMC et des ACR;
- désignation d'un négociateur en chef chargé du commerce responsable de l'accession à l'OMC et de la négociation d'ACR ou mise en place d'un mécanisme de déclaration clair pour veiller à l'harmonisation et à la coordination des processus de négociation parallèles, y compris par un échange régulier de renseignements;
- mise en place de mécanismes de consultation du secteur privé sur l'accession à l'OMC et les négociations d'ACR;
- organisation d'activités de formation conjointes dans le domaine des négociations commerciales abordant les Accords de l'OMC et les ACR;
- élaboration d'une stratégie en matière de médias et de communication sur l'accession à l'OMC et la négociation d'ACR, y compris sur les résultats escomptés; et
- élaboration d'une stratégie concernant l'après-accession pour la mise en œuvre des engagements pris lors de l'accession et des ACR, reposant sur un suivi périodique et sur la collecte de données.

99. La multiplication des ACR devrait avoir des effets durables sur l'OMC, y compris dans le domaine des accessions à l'OMC. De nombreux gouvernements accédants participent actuellement à des négociations dans le cadre d'ACR destinées à élargir et à approfondir le champ d'application des accords existants pour les adapter aux réalités commerciales du XXI^e siècle et à l'économie mondiale de l'après-pandémie. Ainsi, tous les gouvernements accédants africains prennent actuellement part à la deuxième phase de négociation de la ZLECAf destinée à élargir son champ d'application à l'investissement, aux droits de propriété intellectuelle et à la concurrence. La question du maintien de la cohérence et des synergies entre le double objectif d'accession à l'OMC et de participation à des ACR est une question importante qui mérite toute l'attention des négociateurs commerciaux et des décideurs politiques.

VII. APRÈS ACCESSION

100. Le cadre de soutien à la mise en œuvre après l'accession comprend les cinq piliers suivants:

- i. stratégie par pays relative à la mise en œuvre après l'accession;
- ii. formation spécialisée et sensibilisation sur l'après-accession;
- iii. note du Secrétariat sur les "Meilleures pratiques concernant l'après-accession" (document WT/ACC/27);

- iv. page Web dédiée "Que se passe-t-il après l'accession?" sur le site des accessions à l'OMC⁶³;
- v. note interne du Secrétariat sur la mise en œuvre et le suivi après l'accession.

101. En 2020, le Secrétariat a continué de surveiller la participation des Membres relevant de l'article XII aux travaux de l'OMC et a organisé des sessions spécifiques de sensibilisation consacrées à l'après-accession (piliers ii et v). Dans le cadre de ces travaux, des sessions spécifiques portant sur les expériences après l'accession et sur l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les Membres relevant de l'article XII qui sont des pays fragiles et touchés par des conflits, y compris l'Afghanistan, le Libéria et le Yémen, ont été organisées dans le cadre de la Semaine du commerce au service de la paix 2020 (voir les paragraphes 35, 73).

102. Au cours de la neuvième Table ronde de la Chine sur les accessions à l'OMC, organisée le 11 décembre, les participants ont examiné les résultats de 25 ans d'accessions à l'OMC, y compris les expériences spécifiques des Membres relevant de l'article XII (voir le paragraphe 41).⁶⁴ Cette neuvième Table ronde de la Chine a également été l'occasion de célébrer les 19^{ème}, 20^{ème}, 15^{ème} et 5^{ème} anniversaires de l'accession à l'OMC de la Chine, de la Croatie, de l'Arabie saoudite et du Kazakhstan, respectivement. D'autres anniversaires ont été célébrés, parmi lesquels les 20 ans de l'accession d'Oman à l'OMC à l'occasion du Dialogue régional pour la région arabe (voir le paragraphe 37).

103. En outre, les représentants des Membres relevant de l'article XII ont continué de prendre part aux discussions dans le cadre de diverses activités d'assistance technique et de sensibilisation liées à l'accession, comme décrit dans la section 5, pour aborder leurs expériences de l'après-accession et donner des conseils aux pays accédants actuels.

VIII. RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX DES MEMBRES RELEVANT DE L'ARTICLE XII⁶⁵

104. D'après l'Examen statistique du commerce mondial 2020⁶⁶, le volume du commerce mondial des marchandises, mesuré par la moyenne des exportations et des importations, a baissé de 0,1% en 2019, contre une hausse de 2,9% en 2018. Cela était largement dû aux tensions commerciales persistantes et à un ralentissement de la croissance du PIB mondial. La valeur nominale des échanges a augmenté de 3% en 2019 et a représenté au total près de 19 050 milliards de dollars EU. Le commerce mondial des services commerciaux a continué de croître pour la troisième année consécutive, mais à un taux moins élevé de 2,1% en 2019, pour un montant total de 5 898 milliards de dollars EU. Selon les prévisions, les échanges mondiaux devraient chuter de 9,2% en 2020, puis connaître une hausse de 7,2% en 2021, en fonction de l'évolution de la pandémie et des mesures prises par les gouvernements face à celle-ci.⁶⁷

105. La figure 3 ci-après compare l'évolution des parts de marché dans le commerce mondial des Membres originels de l'OMC, des 36 Membres relevant de l'article XII et des 23 gouvernements accédants. La part des Membres originels dans le commerce mondial est tombée de presque 89% en 1995 à un peu moins de 86% en 2005, puis encore à environ 80% en 2019. À l'inverse, la part des 36 Membres relevant de l'article XII dans le commerce mondial est passée d'environ 8% en 1995 à plus de 12% en 2005, puis à 18% en 2019. Cette observation étaye le point de vue selon lequel le processus d'accession à l'OMC et le fait d'être ensuite Membre de l'OMC ont un effet positif sur la croissance des échanges des Membres ayant accédé. La part des 23 gouvernements accédants est restée relativement stable pendant la période considérée, s'établissant à 1,5% en 2019. La part des Membres de l'OMC dans le commerce mondial était de 98,2% en 2019.

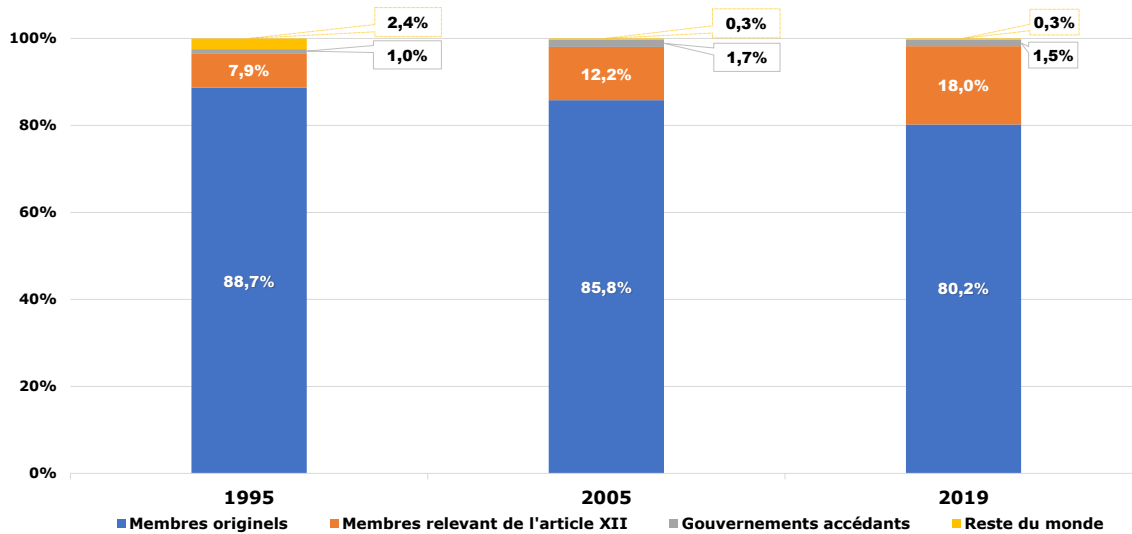
⁶³ https://www.wto.org/french/thewto/f/acc/f/post_acc_f.htm.

⁶⁴ Une collection de vidéos par les Membres relevant de l'article XII est disponible à l'adresse suivante: <https://www.youtube.com/watch?v=A3zafrsmIQk&feature=youtu.be>.

⁶⁵ Voir les annexes 6 et 7 du présent rapport.

⁶⁶ Renseignements accessibles à l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2020_f/wts20_toc_f.htm.

⁶⁷ https://www.wto.org/french/news_f/pres20_f/pr862_f.htm.

Figure 3 Parts du commerce mondial (1995, 2005 et 2019)

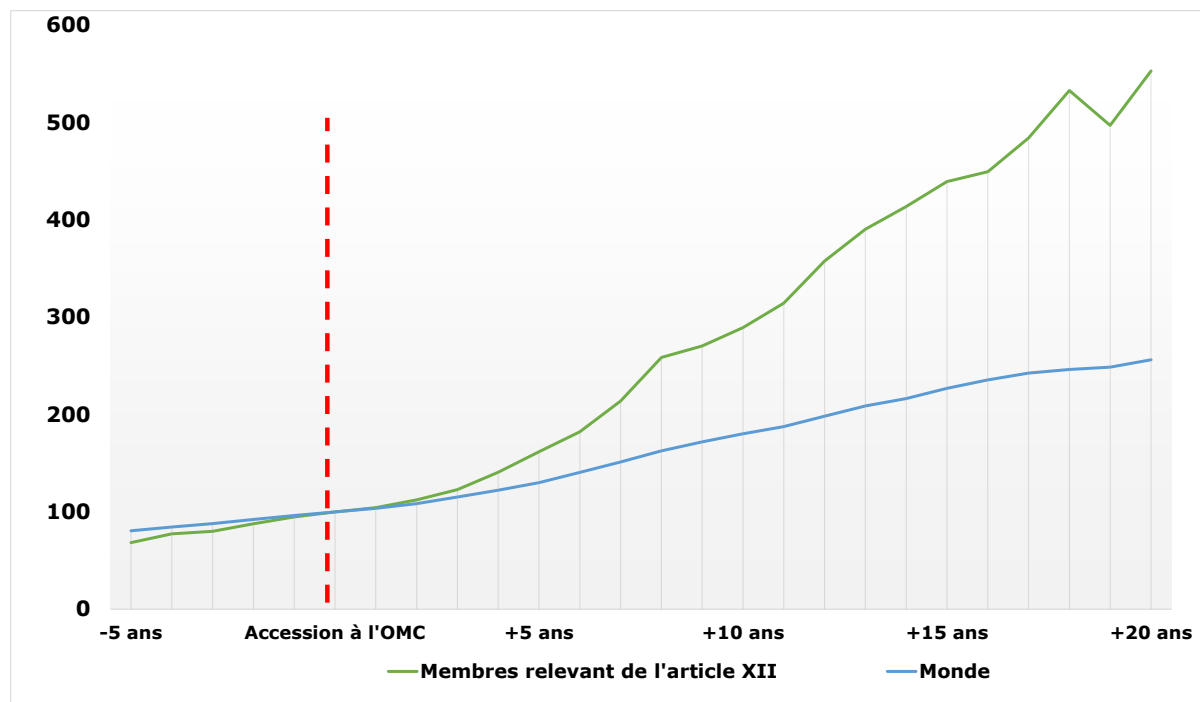
Source: Portail de données de l'OMC.

106. Les figures 4, 5, 6 et 7 se concentrent spécifiquement sur les résultats économiques et commerciaux des 36 Membres relevant de l'article XII au cours des années ayant précédé et suivi l'accession à l'OMC en indiquant les tendances de la croissance du PIB, du commerce des marchandises (exportations et importations) et des stocks d'investissements étrangers directs (IED) entrants.⁶⁸ Ces indicateurs démontrent qu'après avoir accédé à l'OMC les Membres relevant de l'article XII ont, en moyenne, enregistré une croissance plus rapide – à la fois par comparaison avec les années antérieures à l'accession à l'OMC et par comparaison avec la moyenne mondiale. Ces résultats étayent l'argument selon lequel les économies ouvertes intégrées ont tendance à croître plus rapidement. En marquant l'attachement d'un gouvernement aux règles internationales, le fait d'être Membre de l'OMC paraît également encourager l'entrée d'investissements étrangers directs.

⁶⁸ Les chiffres incluent les données disponibles les plus récentes à partir de 2019.

Figure 4: Taux de croissance du PIB des Membres relevant de l'article XII

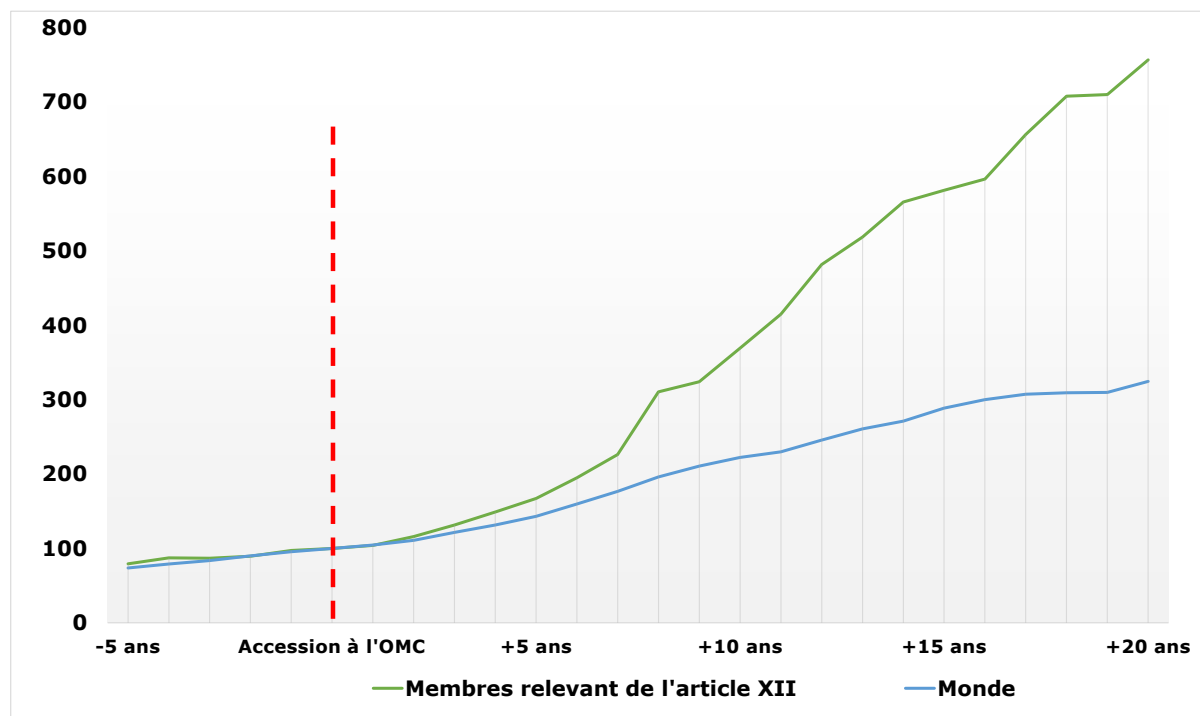
(Indices, année d'accession à l'OMC = 100)



Source: FMI.

Figure 5: Taux de croissance des exportations de marchandises des Membres relevant de l'article XII

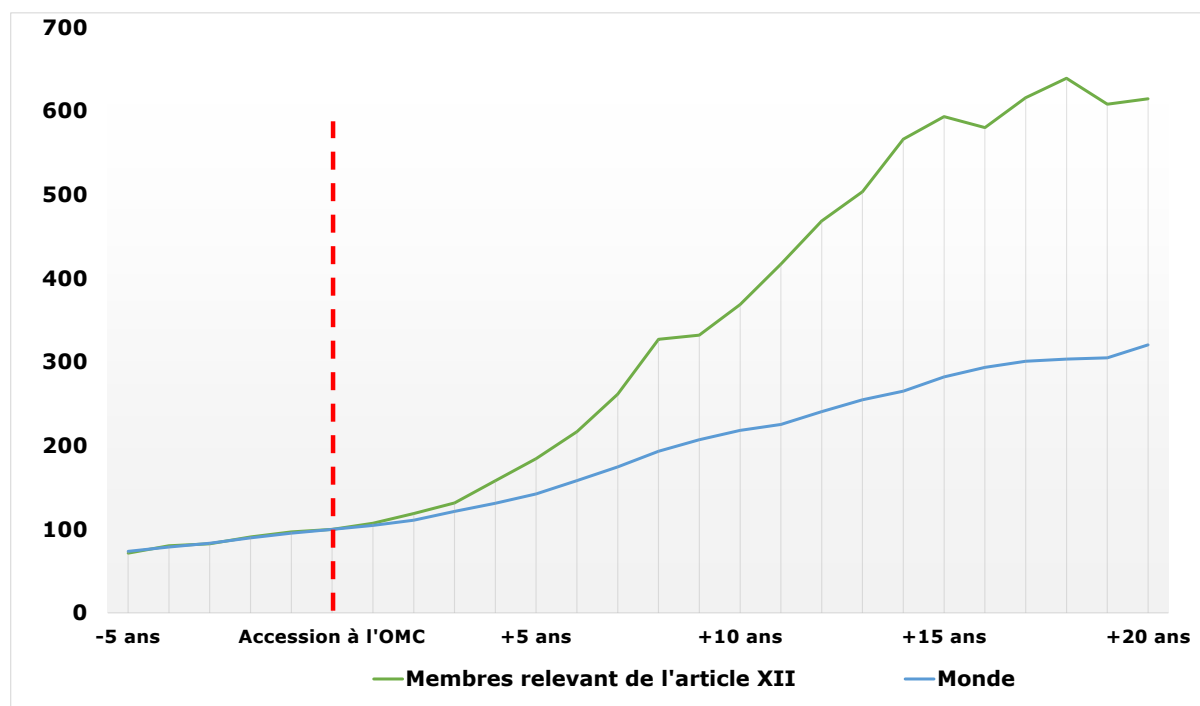
(Indices, année d'accession à l'OMC = 100)



Source: Portail de données de l'OMC.

Figure 6: Taux de croissance des importations de marchandises des Membres relevant de l'article XII

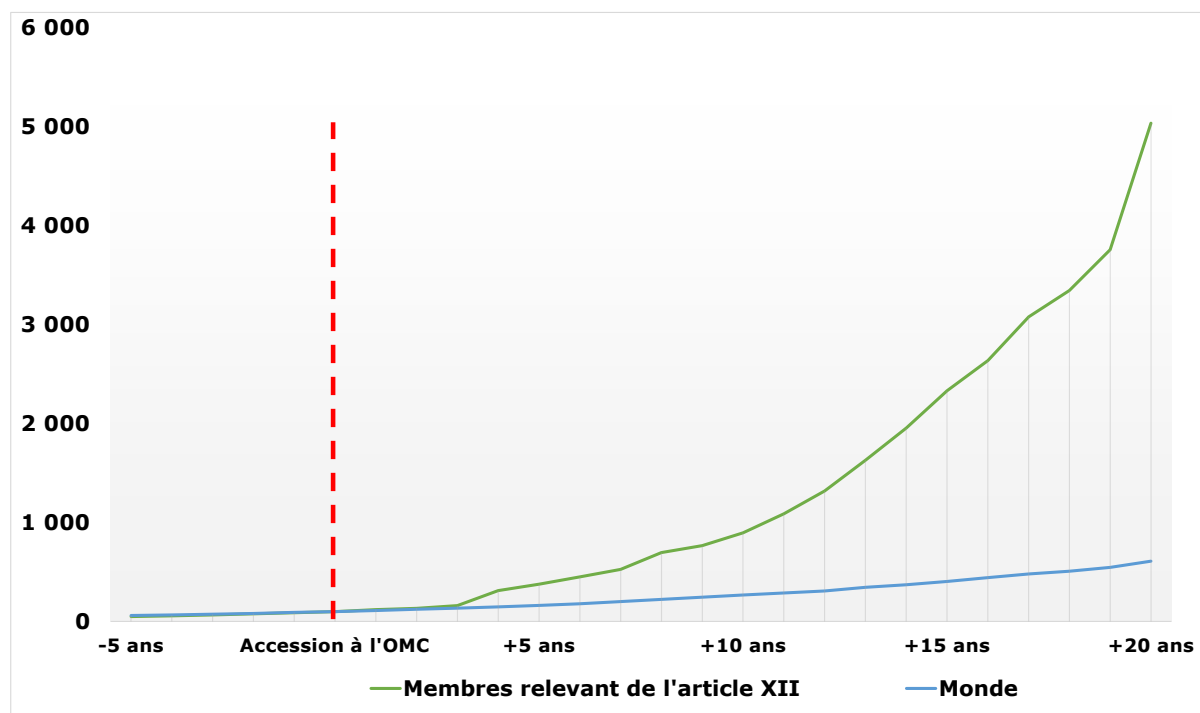
(Indices, année d'accession à l'OMC = 100)



Source: Portail de données de l'OMC.

Figure 7: Taux de croissance des stocks d'IED entrants des Membres relevant de l'article XII

(Indices, année d'accession à l'OMC = 100)



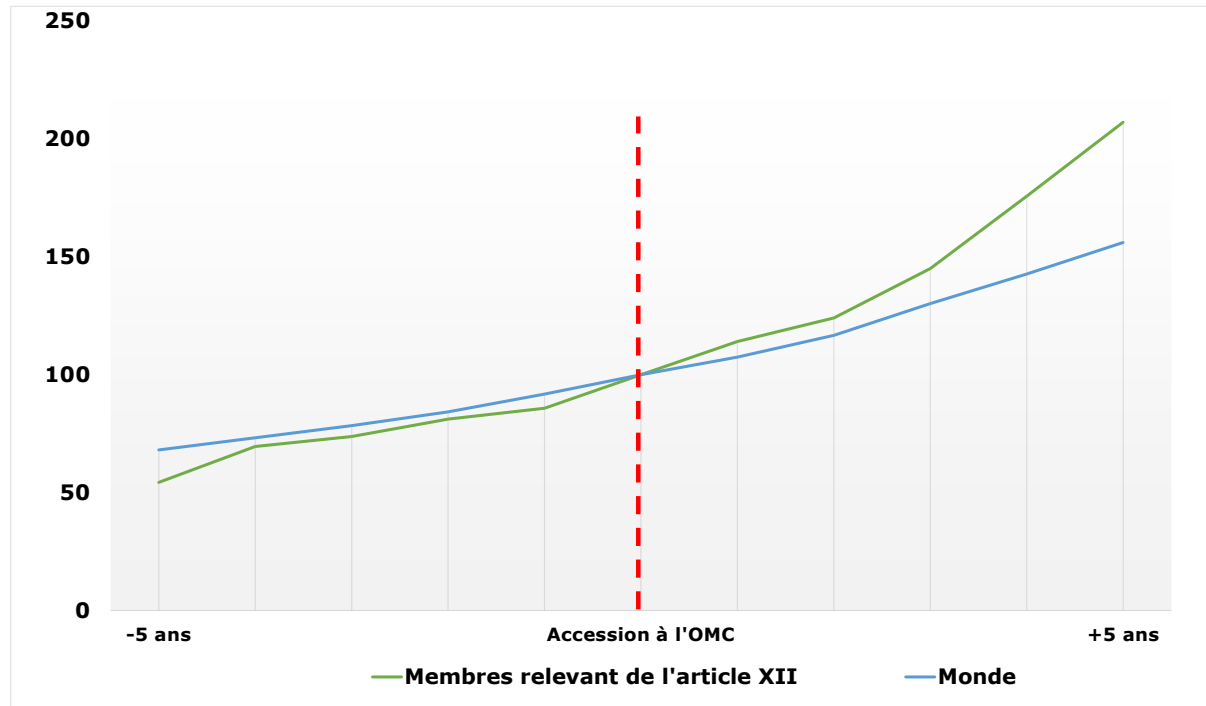
Source: CNUCED.

107. S'agissant des services, les Membres relevant de l'article XII ont également eu tendance à avoir de meilleurs résultats pendant les années qui ont suivi l'accèsion que pendant les années qui l'ont précédée. Le tableau est plus mitigé lorsque l'on compare leurs résultats à la moyenne mondiale. En particulier, pour les Membres relevant de l'article XII qui ont accédé à l'OMC après 2012, la croissance des exportations de services commerciaux a été positive, mais n'a pas dépassé la moyenne mondiale (voir les figures 8 (A et B)).⁶⁹

Figure 8: Taux de croissance des exportations de services commerciaux des Membres relevant de l'article XII

A: ACCESSIONS CONCLUES AVANT 2011⁷⁰

(Indices, année d'accèsion à l'OMC = 100)

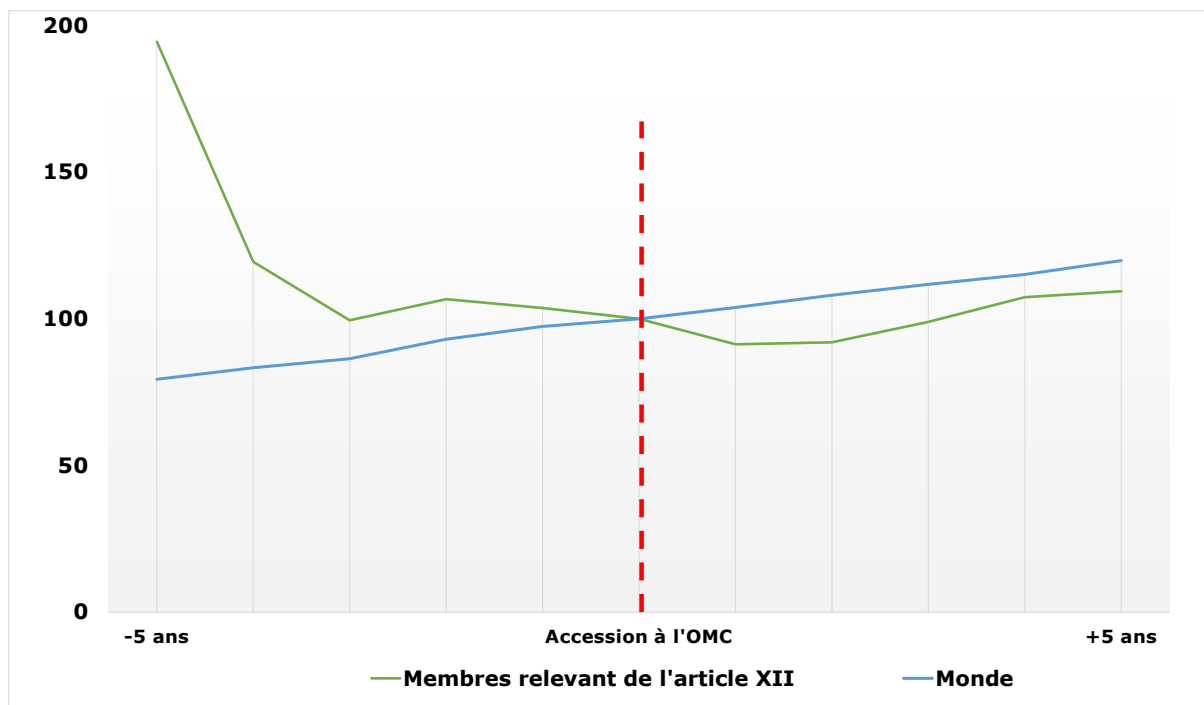


⁶⁹ Pour répondre aux contraintes méthodologiques liées à la mise en œuvre de la classification EBOPS 2010, les données concernant le commerce des services commerciaux sont présentées en deux groupes: accèsions antérieures à 2011 et accèsions postérieures à 2012. Voir la note technique concernant les ensembles de données sur le commerce des services commerciaux à l'adresse suivante: https://data.wto.org/assets/UserGuide/TechnicalNotes_fr.pdf.

⁷⁰ Membres relevant de l'article XII ayant accédé avant 2011: Équateur, Bulgarie, Mongolie, Panama, République kirghize, Lettonie, Estonie, Jordanie, Géorgie, Albanie, Oman, Croatie, Lituanie, Moldova, Chine, Taipei chinois, Arménie, Macédoine du Nord, Népal, Cambodge, Arabie Saoudite, Viet Nam, Tonga, Ukraine, Cabo Verde.

B: ACCESSIONS CONCLUES APRES 2012⁷¹

(Indices, année d'accession à l'OMC = 100)



Source: Portail de données de l'OMC.

⁷¹ Membres relevant de l'article XII ayant accédé après 2012: Monténégro, Samoa, Fédération de Russie, Vanuatu, RDP lao, Tadjikistan, Yémen, Seychelles, Kazakhstan, Libéria, Afghanistan.

ANNEXE 1 – INDICATEURS DES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LA DIVISION DES ACCESSIONS (2018-2020)

	2018	2019	2020
Membres et accessions			
Nouveau Membre de l'OMC	0	0	0
Gouvernement accédant (Nouvelle demande)	21 (0)	22 (1)	23 (1) ⁺
Processus d'accession en cours	16	14	17
Réunions et missions sur des questions liées aux accessions			
Réunions des groupes de travail	5	4	4
Groupe informel des accessions (GIA)	10	8	6
Groupe informel de gouvernements accédants	3	7	5
Assistance technique et sensibilisation	25	20	27
Missions	19	17	3
Document produits			
Bulletin d'information	10	7	6
Pages des documents relatifs à l'accession adressés aux Groupes de travail	2 647	2 106	1 793

+ Le Turkménistan a demandé le statut d'observateur à l'OMC.

Source: Données internes de la Division des accessions.

ANNEXE 2 – ACCESSIONS NÉGOCIÉES AU TITRE DE L'ARTICLE XII

Gouvernement*	Date d'accession	Rapport du Groupe de travail	Liste de marchandises	Liste de services	Protocole d'accession	Décision du Conseil général
1. Équateur	21/01/1996	WT/L/77 & WT/L/77/Corr.1	Add.1 & Corr.1, 2	Add.2	WT/ACC/ECU/6	WT/ACC/ECU/5
2. Bulgarie	01/12/1996	WT/ACC/BGR/5 & WT/ACC/BGR/5/Corr.1	Add.1	Add.2	WT/ACC/BGR/7	WT/ACC/BGR/6
3. Mongolie	29/01/1997	WT/ACC/MNG/9 & WT/ACC/MNG/9/Corr.1	Add.1 & Corr.1	Add.2	WT/ACC/MNG/11	WT/ACC/MNG/10
4. Panama	06/09/1997	WT/ACC/PAN/19 & WT/ACC/PAN/19/Corr.1	Add.1	Add.2	WT/ACC/PAN/21	WT/ACC/PAN/20
5. République kirghize	20/12/1998	WT/ACC/KGZ/26 & WT/ACC/KGZ/26/Corr.1	Add.1	Add.2	WT/ACC/KGZ/29	WT/ACC/KGZ/28
6. Lettonie	10/02/1999	WT/ACC/LVA/32	Add.1 & Corr.1	Add.2	WT/ACC/LVA/35	WT/ACC/LVA/34
7. Estonie	13/11/1999	WT/ACC/EST/28	Add.1	Add.2 & Corr.1	WT/ACC/EST/30	WT/ACC/EST/29
8. Jordanie	11/04/2000	WT/ACC/JOR/33 & WT/ACC/JOR/33/Corr.1	Add.1	Add.2	WT/ACC/JOR/35	WT/ACC/JOR/34
9. Géorgie	14/06/2000	WT/ACC/GEO/31	Add.1	Add.2	WT/ACC/GEO/33	WT/ACC/GEO/32
10. Albanie	08/09/2000	WT/ACC/ALB/51 & WT/ACC/ALB/51/Corr.1	Add.1	Add.2 & Corr.1, 2	WT/ACC/ALB/53 & WT/ACC/ALB/53/Corr.1	WT/ACC/ALB/52 & WT/ACC/ALB/52/Corr.1
11. Oman	09/11/2000	WT/ACC/OMN/26	Add.1	Add.2	WT/ACC/OMN/28	WT/ACC/OMN/27
12. Croatie	30/11/2000	WT/ACC/HRV/59	Add.1	Add.2 & Corr.1, 2	WT/ACC/HRV/61	WT/ACC/HRV/60
13. Lituanie	31/05/2001	WT/ACC/LTU/52	Add.1 & Corr.1	Add.2	WT/ACC/LTU/54	WT/ACC/LTU/53
14. Moldova, République de	26/07/2001	WT/ACC/MOL/37 & WT/ACC/MOL/37/Corr.1 à WT/ACC/MOL/37/Corr.4	Add.1	Add.2	WT/ACC/MOL/40	WT/ACC/MOL/39
15. Chine	11/12/2001	WT/ACC/CHN/49 & WT/ACC/CHN/49/Corr.1	Add.1 Add.1	Add.2 Add.2	WT/L/432	WT/L/432
16. Taipei chinois	01/01/2002	WT/ACC/TPKM/18 & WT/ACC/TPKM/18/Corr.1	Add.1 Add.1	Add.2 Add.2	WT/L/433	WT/L/433
17. Arménie	05/02/2003	WT/ACC/ARM/23 & WT/ACC/ARM/23/Corr.1	Add.1	Add.2	WT/L/506	WT/L/506
18. Macédoine du Nord	04/04/2003	WT/ACC/807/27	Add.1	Add.2	WT/L/494	WT/L/494
19. Népal	23/04/2004	WT/ACC/NPL/16	Add.1	Add.2	WT/MIN(03)/19	WT/MIN(03)/19
20. Cambodge	13/10/2004	WT/ACC/KHM/21	Add.1	Add.2	WT/MIN(03)/18	WT/MIN(03)/18
21. Arabie saoudite, Royaume d'	11/12/2005	WT/ACC/SAU/61	Add.1	Add.2	WT/L/627	WT/L/627
22. Viet Nam	11/01/2007	WT/ACC/VNM/48	Add.1	Add.2	WT/L/662	WT/L/662
23. Tonga	27/07/2007	WT/ACC/TON/17 & WT/ACC/TON/17/Corr.1	Add.1	Add.2	WT/L/644	WT/L/644
24. Ukraine	16/05/2008	WT/ACC/UKR/152	Add.1	Add.2	WT/L/718	WT/L/718
25. Cabo Verde	23/07/2008	WT/ACC/CPV/30	Add.1	Add.2	WT/L/715	WT/L/715

Gouvernement*	Date d'accession	Rapport du Groupe de travail	Liste de marchandises	Liste de services	Protocole d'accession	Décision du Conseil général
26. Monténégro	29/04/2012	WT/ACC/CGR/38 WT/MIN(11)/7	Add.1	Add.2	WT/L/841	WT/MIN(11)/28 WT/L/841
27. Samoa	10/05/2012	WT/ACC/SAM/30 WT/MIN(11)/1	Add.1	Add.2	WT/L/840	WT/MIN(11)/27 WT/L/840
28. Fédération de Russie	22/08/2012	WT/ACC/RUS/70 WT/MIN(11)/2	Add.1	Add.2	WT/L/839	WT/MIN(11)/24 WT/L/839
29. Vanuatu	24/08/2012	WT/ACC/VUT/17	Add.1	Add.2	WT/L/862	WT/L/823
30. République démocratique populaire lao	02/02/2013	WT/ACC/LAO/45	Add.1	Add.2	WT/L/865	WT/L/865
31. Tadjikistan	02/03/2013	WT/ACC/TJK/30	Add.1	Add.2	WT/L/872	WT/L/872
32. Yémen	26/06/2014	WT/ACC/YEM/42	Add.1	Add.2	WT/MIN(13)/24 WT/L/905	WT/MIN(13)/24 WT/L/905
33. Seychelles	26/04/2015	WT/ACC/SYC/64	Add.1	Add.2	WT/L/944	WT/L/944
34. Kazakhstan	30/11/2015	WT/ACC/KAZ/93	Add.1	Add.2	WT/L/957	WT/L/957
35. Libéria	14/07/2016	WT/ACC/LBR/23	Add.1	Add.2	WT/MIN(15)/38 WT/L/973	WT/MIN(15)/38 WT/L/973
36. Afghanistan	29/07/2016	WT/ACC/AFG/36	Add.1	Add.2	WT/MIN(15)/39 WT/L/974	WT/MIN(15)/39 WT/L/974

* Classement en fonction de la date d'accession.

ANNEXE 3 – PRÉSIDENTS DES GROUPES DE TRAVAIL DE L'ACCESSION À L'OMC

N°	Gouvernement	Date d'établissement du Groupe de travail	Président(e) du Groupe de travail*	En poste à Genève (O/N)
1.	Algérie	17/06/1987	S.E. M. José Luís Cancela Gómez (Uruguay)	O
2.	Andorre	22/10/1997	En attente	
3.	Azerbaïdjan	16/07/1997	En attente	
4.	Bahamas	18/07/2001	En attente	
5.	Bélarus	27/10/1993	S.E. M. Kemal Madenoğlu (Turquie)	O
6.	Bhoutan	06/10/1999	S.E. Mme Elisabeth Tichy-Fisslberger (Autriche)	O
7.	Bosnie-Herzégovine	15/07/1999	S.E. M. Atanas Paparizov (Bulgarie)	O
8.	Comores, Union des	09/10/2007	En attente	
9.	Curaçao	03/03/2020	En attente	
10.	Guinée équatoriale	05/02/2008	En attente	
11.	Éthiopie	10/02/2003	S.E. M. Morten Jespersen (Danemark)	O
12.	Iran	26/05/2005	En attente	
13.	Iraq	13/12/2004	S.E. M. Oman Hilale (Maroc)	N
14.	République libanaise	14/04/1999	M. Jean-Paul Thuillier (France)	N
15.	Libye	27/07/2004	En attente	N
16.	Sao Tomé-et-Principe	26/05/2005	En attente	
17.	Serbie	15/02/2005	S.E. Mme Marie-Claire Swärd Capra (Suède)	N
18.	Somalie	07/12/2016	S.E. M. Mikael Anzén (Suède)	O
19.	Soudan du Sud	13/12/2017	En attente	
20.	Soudan	25/10/1994	M. Katsuro Nagai (Japon)	O
21.	République arabe syrienne	04/05/2010	En attente	
22.	Timor-Leste	07/12/2016	S.E. M. Rui Macieira (Portugal)	O
23.	Ouzbékistan	21/12/1994	S.E. Mme Ji-ah Paik (Corée, République de)	O

* En janvier 2021.

ANNEXE 4 – APERÇU DES ACR PAR MEMBRES RELEVANT DE L'ARTICLE XII¹

(SITUATION EN DÉCEMBRE 2020)

Membres relevant de l'article XII	Date d'accession à l'OMC	ACR	En cours de négociation
Afrique			
Cabo Verde	07/2008	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)	
Libéria	07/2016	CEDEAO ; AfCFTA	
Seychelles	04/2015	Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ; Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	
Amérique du Sud et Amérique centrale			
Équateur	01/1996	Association latino-américaine d'intégration (ALADI) ; Communauté andine ; UE-Colombie, Pérou et Équateur	
Panama	09/1997	Marché commun centraméricain (MCCA) ; UE-Amérique centrale	
Asie			
Afghanistan	07/2016	Accord commercial de l'Organisation de coopération économique (ECOTA); Accord de libre-échange de l'Asie du Sud (SAFTA)	
Cambodge	10/2004	Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ; Partenariat économique régional global (RCEP)	
Chine	12/2001	Accord commercial Asie-Pacifique (APTA) ; ASEAN-Chine; RCEP	
Mongolie	01/1997		
Népal	04/2004	SAFTA; Arrangement commercial préférentiel de l'Asie du Sud (ACPSA)	Initiative du Golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (BIMSTEC)
RDP lao	02/2013	AFTA ; APTA ; RCEP	
Samoa	05/2012	Accord commercial entre les pays insulaires du Pacifique (PICTA) ; Accord de coopération commerciale et économique pour la région du Pacifique Sud (SPARTECA)	
Taipei chinois	01/2002	El Salvador-Honduras-Taipei chinois	
Tonga	07/2007	PICTA ; SPARTECA	
Vanuatu	08/2012	PICTA ; Groupe du fer de lance mélanésien (MSG) ; SPARTECA	
Viet Nam	01/2007	SGPC ; AFTA ; Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP); UE-Viet Nam; Union économique eurasiatique (UEE)-Viet Nam; RCEP	
Communauté d'États indépendants (CEI)			
Arménie	02/2003	Traité de 2011 sur la zone de libre-échange entre les membres de la Communauté d'États indépendants (ZLE CEI); UE-Arménie; UEE	
Fédération de Russie	08/2012	ZLE CEI de 2011 ; UEE	
Géorgie	06/2000	ALE Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldova; UE-Géorgie	

¹ Les Membres relevant de l'article XII ont été divisés par région conformément à la méthode employée dans l'Examen statistique du commerce mondial: https://www.wto.org/english/res_e/statis_e/wts2020_e/wts2020chapter05_e.pdf.

Membres relevant de l'article XII	Date d'accession à l'OMC	ACR	En cours de négociation
Kazakhstan	11/2015	ZLE CEI de 2011; UEE; ECOTA	
Moldova	07/2001	Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC); ALE Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldova; ZLE CEI; UE-Moldova	
République kirghize	12/1998	ZLE CEI de 2011; ECOTA; UEE	
Tadjikistan	03/2013	ECOTA; ZLE CEI de 2011	
Ukraine	05/2008	ALE Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldova; UE-Ukraine	
Europe			
Albanie	09/2000	ALEEC; UE-Albanie	UE
Bulgarie	12/1996	UE	
Croatie	11/2000	UE	
Estonie	11/1999	UE	
Lettonie	02/1999	UE	
Lituanie	05/2001	UE	
Macédoine du Nord	04/2003	ALEEC ; Association européenne de libre-échange – Macédoine du Nord	UE
Monténégro	04/2012	ALEEC; UE-Monténégro	
Moyen-Orient			
Arabie saoudite	12/2005	GZALE ; CCG	
Jordanie	04/2000	ALE d'Agadir; Grande zone arabe de libre-échange (GZALE); UE-Jordanie	
Oman	11/2000	Conseil de coopération du Golfe (CCG); GZALE	
Yémen	06/2014	GZALE	

Note: La liste des ACR n'est pas exhaustive. Les ACR bilatéraux sont omis en raison de leur grand nombre, exception faite des ACR bilatéraux entre un pays et un bloc commercial. Du fait de leur participation aux ACR figurant dans cette liste, les gouvernements bénéficient aussi des accords conclus par ces ACR (le cas échéant). Ces accords ont également été omis de la liste. Les ACR signés après la date d'accession des Membres relevant de l'article XII sont indiqués en gras.

ANNEXE 5 – DURÉE DES ACCESSIONS MENÉES À TERME

N°	Membre relevant de l'article XII	Date d'établissement du Groupe de travail	Date d'accession	Durée totale du processus d'accession
1.	Équateur	09/1992	01/1996	3 ans et 4 mois
2.	Bulgarie	11/1986	12/1996	10 ans et 1 mois
3.	Mongolie	10/1991	01/1997	5 ans et 3 mois
4.	Panama	10/1991	09/1997	5 ans et 11 mois
5.	République kirghize	04/1996	12/1998	2 ans et 8 mois
6.	Lettonie	12/1993	02/1999	5 ans et 2 mois
7.	Estonie	03/1994	11/1999	5 ans et 8 mois
8.	Jordanie	01/1994	04/2000	6 ans et 3 mois
9.	Géorgie	07/1996	06/2000	3 ans et 11 mois
10.	Albanie	12/1992	09/2000	7 ans et 9 mois
11.	Oman	06/1996	11/2000	4 ans et 5 mois
12.	Croatie	10/1993	11/2000	7 ans et 1 mois
13.	Lituanie	02/1994	05/2001	7 ans et 3 mois
14.	Moldova, République de	12/1993	07/2001	7 ans et 7 mois
15.	Chine	03/1987	12/2001	14 ans et 9 mois
16.	Taipei chinois	09/1992	01/2002	9 ans et 4 mois
17.	Arménie	12/1993	02/2003	9 ans et 2 mois
18.	Macédoine du Nord	12/1994	04/2003	8 ans et 4 mois
19.	Népal*	06/1989	04/2004	14 ans et 10 mois
20.	Cambodge*	12/1994	10/2004	9 ans et 10 mois
21.	Arabie saoudite, Royaume d'	07/1993	12/2005	12 ans et 5 mois
22.	Viet Nam	01/1995	01/2007	12 ans
23.	Tonga	11/1995	07/2007	11 ans et 8 mois
24.	Ukraine	12/1993	05/2008	14 ans et 5 mois
25.	Cabo Verde*	07/2000	07/2008	8 ans
26.	Monténégro	02/2005	04/2012	7 ans et 2 mois
27.	Samoa*	07/1998	05/2012	13 ans et 10 mois
28.	Fédération de Russie	07/1993	08/2012	19 ans et 1 mois
29.	Vanuatu*	07/1995	08/2012	17 ans et 1 mois
30.	RDP lao*	02/1998	02/2013	15 ans
31.	Tadjikistan	07/2001	03/2013	11 ans et 8 mois
32.	Yémen*	07/2000	06/2014	13 ans et 11 mois
33.	Seychelles	07/1995	04/2015	19 ans et 9 mois
34.	Kazakhstan	02/1996	11/2015	19 ans et 9 mois
35.	Libéria*	12/2007	07/2016	8 ans et 7 mois
36.	Afghanistan*	12/2004	07/2016	11 ans et 7 mois

Moyenne générale	10 ans et 2 mois
Accessions de PMA	12 ans et 6 mois
Accessions de pays autres que des PMA	9 ans et 4 mois

* PMA. Cabo Verde et le Samoa ont accédé à l'OMC en tant que PMA. Ils sont sortis de cette catégorie respectivement en 2007 et en 2014.

ANNEXE 6 – PROFIL ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL DES GOUVERNEMENTS ACCÉDANTS ET DES MEMBRES RELEVANT DE L'ARTICLE XII

Tableau 6-1: Gouvernements accédants

Gouvernement accédant	Population ¹ (milliers)	PIB ² (millions d'USD)	PIB par habitant ² (USD)	Commerce par habitant ³ (USD)	Commerce en % du PIB ³	Exportations de marchandises ⁴ (millions d'USD)	Exportations de marchandises ⁴ (millions d'USD)	Exportations de services commerciaux ⁴ (millions d'USD)	Importations de services commerciaux ⁴ (millions d'USD)
Algérie	43 053,05	169 267	3 898	1 171	28,8	35 824	41 934	3 040 ⁵	10 452 ⁵
Andorre	77,14	Aucune donnée disponible							
Azerbaïdjan	10 023,32	48 408	4 814	1 933	45,8	19 500	12 000	3 727	6 303
Bahamas	389,48	13 579	35 664	11 149	33,8	654	2 967	4 037	1 727
Bélarus	9 466,86	63 085	6 658	3 795	66,6	32 960	39 480	9 598	5 823
Bhoutan	763,092	2 500	3 357	1 210	40,8	594	981	144	211
Bosnie-Herzégovine	3 301,00	19 856	6 015	2 460	47,1	6 578	11 159	2 246	7,38
Comores, Union des*	850,89	1 190	1 362	251 ⁶	31,4 ⁶	49	224	104 ⁵	105 ⁵
Curaçao	157,54	Aucune donnée disponible							
Éthiopie*	112 078,73	92 796	961	141	17,3	2 761	14 554	4 536	4 151
Guinée équatoriale	1 355,99	11 819	8 690	5 892 ⁶	45 ⁶	5 200	2 700	181 ⁷	1 469 ⁷
Iran	82 913,91	583 698	7 010	1 060	21,0	65 718	41 828	10 068 ⁷	17 270 ⁷
Iraq	39 309,78	230 143	5 884	1 577	29,8	82 309	46 262	6 331	24 246
Libye	6 777,45	39 832	6 055	2 173 ⁸	62,8 ⁸	24 441	14 373	100	5 605
Ouzbékistan	33 580,65	57 921	1 742	442	27,1	14 024	21 866	3 075	5 334
République arabe syrienne	17 070,14	60 043 ⁹	2 642 ¹⁰	867 ¹¹	32,8 ¹¹	2 100	4 900	2 434 ¹⁰	2 818 ¹⁰
République libanaise	6 855,71	52 522	7 661	4 202	47,4	4 829	19 641	15 003	14 363
Sao Tomé-et-Principe*	215,06	422	1 980	656	35	13	148	43	54
Serbie	6 944,98	51 409	7 382	3 389	52,7	19 630	26 730	7 786	6 569
Somalie*	15 442,91	Aucune donnée disponible							

¹ Pour l'année 2019. Source: Banque mondiale, "Population: All Countries and Economies", disponible à l'adresse <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL> (consulté en janvier 2021).

² Pour 2019, sauf indication contraire. Source: FMI (consulté en janvier 2021).

³ Pour 2016-2018, sauf indication contraire.

⁴ Pour 2019, sauf indication contraire.

⁵ Pour 2018.

⁶ Pour 2014-2016.

⁷ Pour 2017.

⁸ Pour 2015-2017.

⁹ Pour 2010.

¹⁰ Pour 2011.

¹¹ Pour 2008-2010.

Gouvernement accédant	Population ¹ (milliers)	PIB ² (millions d'USD)	PIB par habitant ² (USD)	Commerce par habitant ³ (USD)	Commerce en % du PIB ³	Exportations de marchandises ⁴ (millions d'USD)	Exportations de marchandises ⁴ (millions d'USD)	Exportations de services commerciaux ⁴ (millions d'USD)	Importations de services commerciaux ⁴ (millions d'USD)
Soudan*	42 813,24	33 359	772	171	15,5	39,73	9 199	1 353	1 298
Soudan du Sud*	11 062,11	4 934	369	169	64,9	s/o	s/o	217 ⁵	596 ⁵
Timor-Leste*	1 293,12	1 620	1 252	458	20,3	154	591	76	320

Tableau 6-2: Membres relevant de l'article XII

Membre relevant de l'article XII	Population ¹ (milliers)	PIB ² (millions d'USD)	PIB par habitant ² (USD)	Commerce par habitant (USD)	Commerce en % du PIB ³	Exportations de marchandises ⁴ (millions d'USD)	Exportations de marchandises ⁴ (millions d'USD)	Exportations de services commerciaux ⁴ (millions d'USD)	Importations de services commerciaux ⁴ (millions d'USD)
Afghanistan*	38 041,75	18 876	507	128	22,9	975	7 330	600	1 211
Albanie	2 854,19	15 276	5 323	1 759	37,8	2 716	5 897	3 736	2 283
Arabie saoudite	34 268,53	792 967	23 266	6 598	30,4	261 603	153 163	23 468	51 569
Arménie	2 957,73	13 673	4 605	1 620	42,1	2 640	5 514	2 356	2 282
Bulgarie	6 975,76	67 931	9 772	5 322	63,8	33 303	37 176	10 562	6 077
Cabo Verde	549,94	1 982	3 602	1 810	54,8	62	796	713	349
Cambodge*	16 486,54	26 728	1 620	1 087	78,2	14 700	20 720	6 027	3 161
Chine	1 397 715	14 401 726	10 287	1 682	19,1	2 499 457	2 078 386	281 651	496 967
Croatie	4 067,50	60 422	14 853	6 695	49,5	17 180	28 160	16 797	5 457
Équateur	17 373,66	107 436	6 222	1 317	21,3	22 329	22 564	3 144	3 938
Estonie	1 326,59	31 475	23 758	15 192	74,1	16 105	18 018	7 866	5 619
Fédération de Russie	144 373,54	1 702 496	11 601	2 525	24,3	419 850	254 598	61 714	97 483
Géorgie	3 720,38	17 743	4 765	2 271	55,4	3 798	9 517	4 510	2 360
Jordanie	10 101,69	44 566	4 426	1 878	44,6	8 313	19 337	7 709	4 656
Kazakhstan	18 513,93	181 667	9 750	2 593	30,1	57 309	37 757	7 495	11 297
Lettonie	1 912,79	34 121	17 772	9 500	59,7	15 689	18 947	6 261	3 493
Libéria*	4 937,37	3 176	694	213	27,9	528	869	9	235
Lituanie	2 786,84	54 225	19 482	13 256	78,1	33 151	35 759	13 144	7 665
Macédoine du Nord	2 083,46	12 698	6 109	3 480	62,5	7 189	9 471	1 811	1 418
Moldova	2 657,64	11 956	4 458	1 181	43,1	2 779	5 843	1 503	1 149
Mongolie	3 225,18	13 853	4 202	2 155	57,7	7 620	6 127	1 364	2 948
Monténégro	622,17	5 495	8 826	4 192	53,6	2 909	1 895	1 895	744
Népal*	28 608,71	30 690	1 079	265	31,1	968	12 340	1 512	1 691
Oman	4 974,99	76 332	18 198	8 806 ⁸	51 ⁸	40 987	23 216	4 456 ⁵	11 651 ⁵
Panama	4 246,44	66 801	15 834	6 566	43,5	10 527	21 492	13 817	5 001
RDP lao*	7 169,45	19 059	2 661	935	36,4	5 764	6 252	1 101	1 274
République kirghize	6 456,90	8 455	1 323	608	50,5	1 966	4 904	1 160	960
Samoa	197,1	851	4 231	1 652 ⁸	40 ⁸	49	388	294	112

Membre relevant de l'article XII	Population ¹ (milliers)	PIB ² (millions d'USD)	PIB par habitant ² (USD)	Commerce par habitant (USD)	Commerce en % du PIB ³	Exportations de marchandises ⁴ (millions d'USD)	Exportations de marchandises ⁴ (millions d'USD)	Exportations de services commerciaux ⁴ (millions d'USD)	Importations de services commerciaux ⁴ (millions d'USD)
Seychelles	97,63	1 651	17 127	16 635	104,7	518	1 167	1 117	679
Tadjikistan	9 321,02	8 117	873	224	27,8	1 250	3 350	239	479
Taipei chinois	¹²	610 692	25 873	14 865	62,0	330 622	287 164	51 451	56 379
Tonga	104,49	517	5 151	1 938	43,4	20	238	84	93
Ukraine	44 385,16	154 694	3 707	1 345	51,6	50 066	60 607	16 997	14 711
Vanuatu	299,88	933	3 186	1 522 ⁸	50,9 ⁸	48	290	367 ⁵	152 ⁵
Viet Nam	96 462,11	329 537	3 416	2 359	100,0	264 273	253 903	27 421	18 552
Yémen*	29 161,92	22 568	713	254 ⁵	18,5 ⁵	1 434	10 407	309 ¹³	1 450 ¹³

* PMA

Source: Portail de données de l'OMC (consulté en janvier 2021), sauf indication contraire. En ce qui concerne les dates d'accession des Membres relevant de l'article XII et les dates d'établissement des groupes de travail pour les gouvernements accédants, voir respectivement l'annexe 2 et l'annexe 3.

¹² Données non disponibles.

¹³ Pour 2016.

ANNEXE 7 – DONNÉES SUR LES RÉSULTATS COMMERCIAUX

Tableau 7-1: Valeur du commerce des marchandises et variation annuelle, en pourcentage (1995-2019)

(Milliards de dollars et pourcentage)

		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Membres relevant de l'article XII Monde	Valeur	857	911	975	899	941	1 208	1 194	1 360	1 747	2 307	2 846	3 469	4 217
	Variation annuelle en %		6,2%	7,1%	-7,8%	4,6%	28,4%	-1,1%	13,9%	28,4%	32,1%	23,3%	21,9%	21,6%
	Valeur	10 453	10 953	11 331	11 186	11 645	13 183	12 679	13 242	15 459	18 797	21 379	24 592	28 353
	Variation en glissement annuel en %		4,8%	3,5%	-1,3%	4,1%	13,2%	-3,8%	4,4%	16,7%	21,6%	13,7%	15,0%	15,3%

(Milliards de dollars et pourcentage)

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Membres relevant de l'article XII Monde	Valeur	5 122	3 999	5 279	6 578	6 926	7 277	7 330	6 341	5 923	6 759	7 641	7 601
	Variation annuelle en %	21,4%	-21,9%	32,0%	24,6%	5,3%	5,1%	0,7%	-13,5%	-6,6%	14,01%	13,05%	-0,52%
	Valeur	32 732	25 337	30 812	36 841	37 201	37 970	38 106	33 232	32 180	35 720	39 299	38 196
	Variation en glissement annuel en %	15,4%	-22,6%	21,6%	19,6%	1,0%	2,1%	0,4%	-12,8%	-3,2%	11,0%	10,0%	-2,8%

Source: Portail de données de l'OMC (consulté en janvier 2021).

Tableau 7-2: Valeur du commerce des services commerciaux* et variation annuelle en % (1995-2019)

(Milliards de dollars et pourcentage)

		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Membres relevant de l'article XII Monde	Valeur	155	168	189	177	179	200	210	237	274	349	412	490	629
	Variation annuelle en %		8,6%	12,5%	-6,3 %	0,7%	12,1%	4,7%	12,9%	15,8%	27,2%	18,0%	18,9%	28,4%
	Valeur	2 369	2 536	2 629	2 653	2 784	2 955	2 975	3 159	3 644	4 396	5 126	5 763	6 866
	Variation en glissement annuel en %		7,1%	3,7%	0,9%	4,9%	6,1%	0,7%	6,2%	15,4%	20,6%	16,6%	12,4%	19,1%

(Milliards de dollars et pourcentage)

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Membres relevant de l'article XII Monde	Valeur	736	639	789	929	1 004	1 105	1 225	1 156	1 154	1 250	1 403	1 568
	Variation annuelle en %	17,0%	-13,2%	23,4%	17,8%	8,1%	10,0%	10,9%	-5,6%	-0,2%	8,3%	12,2%	11,75%
	Valeur	7 759	6 898	7 546	8 486	8 773	9 330	10 017	9 432	9 502	10 354	11 255	11 796
	Variation annuelle en %	13,0%	-11,1%	9,4%	12,4%	3,4%	6,3%	7,4%	-5,8%	0,7%	9,0%	8,7%	4,81%

* À partir de 2005, la valeur des services commerciaux est établie sur la base d'une nouvelle classification des services dans la balance des paiements (BPM 6). Les chiffres ne sont donc pas directement comparables à ceux des années précédentes.

Source: Portail de données de l'OMC (consulté en janvier 2021).

ANNEXE 8 – GESTION DES ACCESSIONS

Composition des Groupes de travail de l'accession*

Groupe de travail de l'accession	Code	Secrétaire	Cosecrétaire	Directeur/appui administratif
1. Algérie	DZA	Tvarusko	<i>Marchand</i>	Tandara-Stenier
2. Andorre	AND	accessions@wto.org	– pas d'activité	
3. Azerbaïdjan	AZE	Rasulov	<i>Hou</i>	Tandara-Stenier
4. Bahamas	BHS	Tvarusko	<i>Marchand</i>	Tandara-Stenier
5. Bélarus	BLR	Bratanov	Tvarusko <i>Hou</i>	Wardak
6. Bhoutan*	BTN	Rasulov	<i>Tallur</i>	Tandara-Stenier
7. Bosnie-Herzégovine	BIH	Varyanik	Tvarusko	Tandara-Stenier
8. Comores**	COM	Bratanov	Tvarusko	Tandara-Stenier
9. Curaçao	CUW	Bratanov	<i>Marchand</i>	Tandara-Stenier
10. Guinée équatoriale	GNQ	Perez-Esteve	<i>Marchand</i>	Wardak
11. Éthiopie**	ETH	Varyanik	Tvarusko <i>Jibril</i>	Wardak
12. Iran	IRN	Varyanik	<i>Hou</i>	Tandara-Stenier
13. Iraq	IRQ	Hassan	Rasulov <i>Jibril</i>	Wardak
14. République libanaise	LBN	Hassan	<i>Hou</i>	Tandara-Stenier
15. Libye	LBY	Bratanov	<i>Hou</i>	Wardak
16. Sao Tomé-et-Principe**	STP	Pérez-Esteve	<i>Marchand</i>	Wardak
17. Serbie	SRB	Varyanik	Tvarusko	Tandara-Stenier
18. Somalie**	SOM	Perez-Esteve	<i>Jibril</i>	Wardak
19. Soudan du Sud**	SSD	Perez-Esteve	<i>Tallur</i>	Wardak
20. Soudan**	SDN	Hassan	<i>Jibril</i>	Tandara-Stenier
21. République arabe syrienne	SYR	Perez-Esteve	<i>Hou</i>	Wardak
22. Timor-Leste**	TLS	Varyanik	<i>Tallur</i>	Wardak
23. Ouzbékistan	UZB	Rasulov	<i>Hou</i> <i>Tallur</i>	Tandara-Stenier

Observateur

Pays	Code	Responsable du point de contact	Coreponsable du point de contact	Directeur/appui administratif
1. Turkménistan	TKM	Varyanik	Rasulov <i>Hou</i>	Tandara-Stenier

* En décembre 2020.

** PMA.

PERSONNEL DE LA DIVISION DES ACCESSIONS EN 2020

- Directrice;
- sept administrateurs;
- deux directeurs administratifs; et
- quatre stagiaires en alternance dans le cadre du Programme de stages sur l'accession à l'OMC.